



PRODUCTION AGRICOLE

Chaque région fait valoir ses produits agricoles

P 07

Le Monde de l'administration

Quotidien National d'Information • www.lemondeadm.com

Dimanche 30 Mai 2021 / N° 1118

Prix : 20 DA

Hausse de la production américaine de pétrole

L'Opep+ mise en demeure

P 16



ARRÊTS DES IMPORTATIONS DES PRODUITS DE LA CÉRAMIQUE
Le marché algérien échappe aux Espagnols

Après l'annonce, par le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, de l'arrêt de l'importation des produits de la céramique, en réponse à l'association algérienne des céramistes qui, il y a quelques jours, a levé le voile sur une situation difficile dans laquelle barbotent les usines de céramique en Algérie, les fabricants espagnols, grands exportateurs de céramique vers l'Algérie, voient désormais le marché algérien leur filer entre les doigts.



Parachèvement de la route transsaharienne
Plaidoyer pour la levée des entraves

La route transsaharienne est à 80% de sa réalisation. Sur les 20% restants, 10% sont en cours de travaux et 10% encore à l'état de piste, a indiqué Agadi Mohamed, secrétaire général du comité de liaison du réseau, interviewé par la chaîne 3 de la radio algérienne. Selon lui, cet ouvrage va permettre aux opérateurs économiques algériens d'être plus compétitifs, notamment sur le marché africain. La route est comme un accélérateur dans les échanges commerciaux, dit-il à ce propos.

Automobile

Reprise temporaire chez Renault Algérie

L'usine de montage automobile du constructeur français Renault en Algérie a repris ses activités de manière graduelle, après le déconfinement depuis avril dernier d'une partie des kits de montage en souffrance au port d'Oran, selon des sources médiatiques.

MDI business school

La transformation digitale au cœur en débat

Pour sa 15^e édition, le colloque annuel de MDI Business School, a abordé la problématique de la transformation digitale, et son impact sur les entreprises. De prime à bord, le docteur Benabdeslem directeur de MDI a évoqué dans son discours d'ouverture l'importance que revêt la transformation digitale pour les entreprises.

Elections législatives

La campagne électorale bat son plein

A deux semaines de l'élection législative du 12 juin prochain, les candidats et chefs de partis sillonnent le pays pour tenter de convaincre les électeurs. En plus des appels incessants visant à pousser les Algériens à participer au scrutin, ils détaillent les grands axes de leurs programmes.

UNE DESTINATION DE RÊVE POUR DES ENTREPRISES ALGÉRIENNES L'ALGÉRIE À LA CONQUÊTE



LIRE LA PAGE 4

En plus de l'Afrique, l'Algérie cherche de nouveaux partenaires économiques parmi ses voisins immédiats. La Libye, qui retrouve peu à peu sa stabilité, est une destination de rêve pour des entreprises algériennes.

Oran

UNE AIDE 70 MILLIONS DE DINARS AUX PRODUCTEURS DE CÉRÉALES

HEURES DE SALAT

Horaires de prière à Alger du Dimanche 30 Mai 2021

Dohr	Asr	Maghreb	Icha
12:46	16:30	19:31	21:00

Horaires de prière à Alger du Lundi 31 Mai 2021

Fajr	Chourouk
04:25	06:00

Météo



Alger 26° / Oran 22° / Annaba 23° /
Constantine 23° / Béchar 23° / Biskra 25° /
Djelfa 17° / Sétif 19° / Ghardaïa 26° / Jijel 26° /
Tlemcen 22°

Mostaganem : La police lance une campagne de sensibilisation contre l'achat des médicaments en ligne

Les cadres de la cellule de communication de la sûreté de wilaya lancent une campagne de sensibilisation à l'achat des médicaments sur internet. Destinée aux officines pharmaceutiques et au grand public, cette campagne met en exergue tous les dangers et risques liés à l'achat de médicaments sur la toile, notamment sur des médicaments contrefaits ou frauduleux pouvant se révéler néfastes pour la santé, voire mortelle. Cette nouvelle forme de criminalité paraît très inquiétante, puisqu'elle recouvre une grande partie des réseaux de la « cyberpharmacie ». Au cours de la période allant du 18 au 25 mai dernier, les services d'Interpol ont déjà lancé cette campagne nationale sur la sensibilisation contre les sites internet illégaux, afin d'identifier les réseaux criminels à l'origine de ce trafic. Les principaux objectifs consistent à retirer les médicaments illicites de la circulation, et à sensibiliser le grand public aux risques liés à l'achat de médicaments.

Sétif

Arrestation d'une bande de cité qui terrorisait les habitants

Le groupement territorial de la gendarmerie nationale de Sétif a réussi à arrêter une bande composée de neuf personnes qui semait la terreur dans certaines cités de la commune de Sétif, et saisie d'armes blanches prohibées, a-t-on appris. Les éléments de la gendarmerie nationale, épaulés par les compagnies d'intervention rapide, ont réussi à mettre fin aux agissements criminels d'une bande composée de 09 personnes âgées entre 20 et 35 ans. L'opération d'intervention rapide de la gendarmerie nationale a été enclenchée, suite à une bataille rangée à l'aide d'armes blanches ayant éclatée entre deux bandes rivales à la cité « Chouf-Lekdad », précise la même source, ajoutant que l'intervention des gendarmes a réussi à mettre fin à cette bagarre générale. Les investigations lancées, ensuite, ont permis aux en-



quêteurs de déterminer les identités de tous les membres des deux bandes rivales, et de procéder à l'arrestation des mis en cause. L'opération a également permis de saisir une grande quantité d'armes blanches. Les mis en cause seront présentés, incessamment, devant la justice après les procédures

d'usage. Les mêmes services ont réussi, il y a quelques jours, à démanteler une autre bande de malfaiteurs composée de 07 personnes, dont deux jeunes filles, qui écumaient les alentours de la ville d'Ain-Arnat. Les individus ont été écroués par la justice.

Marché noir des devises

Les prémices d'une flambée

À la lumière des derniers événements inhérents à la réouverture partielle des frontières, annoncée pour le 1er juin prochain, la place de change au noir des billets de banque étrangers de Port-Saïd à Alger connaît une animation inhabituelle. Et comme nous l'avions annoncé dans une de nos précédentes éditions, l'euro commence déjà à aborder une courbe ascendante après une longue stagnation.

- La monnaie européenne qui s'échangeait à 21 100 DA pour 100 euros à la vente, dès l'annonce de la décision gouvernementale de réouverture de l'espace aérien, a quand même connu une légère hausse en l'espace de moins d'une semaine. Ce qui laisse présager un rebondissement dans les jours à venir. Autrement dit, si toutes les conditions sont réunies et que le protocole annoncé par les pouvoirs publics arrive à se concrétiser le 1er juin prochain, l'on devrait assister à une augmentation considérable du change des devises, et la monnaie étrangère verra sa cotation repartir largement à la hausse.

Les cambistes questionnés hier mercredi prévoient une hausse subite mais fort attendue par l'ensemble des connaisseurs. Et les mêmes personnes questionnées la semaine écoulée sont restées fidèles à leurs affirmations et iront plus loin jusqu'à prévoir une demande spectaculaire, dans un premier temps, autour de la monnaie la plus demandée, à savoir l'euro.

Si, pour le moment, la monnaie européenne a réussi une augmentation sensible de l'ordre de 100 DA, puisque 1 euro s'échange contre 212 dinars, hier mercredi, ce qui équivaut à dire qu'il commence à dépasser petit à petit son cours normal, il est attendu que le square connaisse, à la veille du 1er juin, une flambée du taux de change de l'euro devant le dinar algérien.

ALGÉRIE-LIBYE

Derniers préparatifs pour l'ouverture du poste frontalier terrestre Debdeb-Ghadamès

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum a fait savoir que l'Algérie, conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune portant réouverture du poste frontalier terrestre de Debdeb-Ghadamès, était en passe d'achever les préparatifs logistiques et techniques finaux, à l'effet d'ouvrir ce point de passage en coordination avec la partie libyenne. "Les deux parties s'attèlent à achever les pourparlers finaux pour la réouverture de la ligne maritime reliant Tripoli et Alger en vue de l'exploiter dans le transport des marchandises", a annoncé M. Boukadoum dans son intervention lors du Forum économique algéro-libyen, ouvert samedi à l'Hôtel Aurassi d'Alger. "L'ambition de l'Algérie pour le partenariat économique souhaité avec la Libye ne se limite pas à accroître le volume des échanges commerciaux, mais plutôt à encourager le flux d'investissements directs mutuels, mettre en place des joint-ventures et participer au capital des entreprises, en sus d'autres mécanismes à même de garantir l'utilisation optimale des grandes opportunités de coopération entre nos deux pays", a-t-il affirmé. Afin de faire aboutir cette démarche stratégique, dira M. Boukadoum, les autorités algériennes ont pris une série de décisions et de mesures visant à fournir le cadre institutionnel et juridique à même de permettre aux opérateurs économiques et hommes d'affaires algériens et libyens de lancer des projets de coopération et des partenariats qui atteignent le niveau des grandes potentialités dont jouissent les économies des deux pays.

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Le MondeFondation pour l'édition
et la publicitéEDITER PAR LA EURL
EL HAOUAFIZEPrésident directeur général
Directeur des publications

MME SEMROUNI.K

Directeur adjoint

Z.NACER

DIRECTEUR GÉNÉRAL
FONDATEUR

MME SEMROUNI.K

MONDE
DE L'ADMINISTRATION

RÉDACTEUR EN CHEF

A.SAJIM

SIÈGE SOCIAL
22 RUE SAHRAOUI EL
ACHOUR - ALGERDIRECTION FAX/TEL
023957070

COMPTES NUMÉROS

005001112145636147 BDL

ANEP TEL 02173778

021737128

FAX 021739559

DÉLIVRÉ

OUEST-CENTRE-EST

IMPRESSION

SIA

RÉUNION CETTE SEMAINE DES MINISTRES DE L'OPEP+ Acter les hausses de l'offre pétrolière

Cette semaine, à l'occasion de la tenue de la réunion ministérielle de l'Opep+, prévue le 1er juin, l'Alliance devrait confirmer son plan de mai-juillet visant à alléger progressivement les réductions de production de pétrole. Il s'agit d'injecter sur le marché une quantité supplémentaire de 840.000 barils par jour durant le mois de juillet, ont déclaré, hier, des délégués de l'Opep+ à l'agence Bloomberg News. Les ministres dont les pays siègent dans l'Opep+ se réunissent le mardi 1er juin et, pour le moment, aucune surprise n'est attendue, malgré les antécédents de décisions de cette année qui ont surpris le marché tant du côté haussier que baissier. La production collective de pétrole des membres de l'Opep+ devrait augmenter de quelques 350.000 b/j en mai et juin et de plus de 400.000 b/j en juillet, à en croire les estimations des économistes et des agences



spécialisées dans les projections pétrolières. En outre, l'Arabie saoudite devrait assouplir progressivement sa réduction unilatérale supplémentaire de 1 million de b/j au cours des prochains mois, en commençant par des augmentations de production mensuelles de 250.000 b/j en mai et juin. Cela donnera une offre supplémentaire totale de 2,1 millions de baril par jour que les

pays de l'Opep+ devraient injecter sur le marché en juillet comparativement aux niveaux actuels de production. La décision prise début avril, portant assouplissement des restrictions de la production dès le mois de mai, était un signe on ne peut plus clair que l'Opep+ pariait sur les capacités du marché à absorber autant d'offre alors que les programmes de vaccination s'accéléraient dans le monde et la mobilité des personnes remet les transport routier et aérien sur piste. L'Opep+ et tous les analystes s'attendent en tout cas à ce que la demande mondiale de pétrole rebondisse fortement au second semestre 2021 et atteigne presque les niveaux d'avant la crise d'ici la fin du quatrième trimestre de cette année. En effet, malgré la hausse des cas de contamination au COVID sur les principaux marchés importateurs de pétrole, particulièrement en Asie (en Inde et au

Japon), l'Opep et ses alliés, ainsi que les prévisionnistes et les analystes, s'attendent à ce que le marché absorbe les barils supplémentaires qui arriveront dès juillet, même au cas où l'Iran reviendrait légitimement parmi les exportateurs de pétrole ; un retour qui pourrait intervenir durant la seconde moitié de cette année. La Russie estime que le marché mondial du pétrole est actuellement en déficit d'environ 1 million de b/j, a déclaré le vice-Premier ministre Alexander Novak, dont les propos ont été répercutés par les agences russes d'information. La semaine dernière, Goldman Sachs et Bank Of America ont maintenu leurs prévisions de hausse des prix du pétrole à 80 dollars le baril d'ici la fin de l'année, malgré la possibilité que le pétrole iranien revienne sur le marché grâce à l'avancée des pourparlers.

Yani. T.

MICRO-ENTREPRISES Plus de 30 000 demandes enregistrées

Discrettement, la création de micro-entreprises fait un boom qualitatif dans le pays. Les organes chargés de cette mission enregistrent des milliers d'entreprises chaque mois. Ainsi, selon que 30.000 demandes de création d'entreprises ont été enregistrées par L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade) depuis le début de l'année, alors que 10.777 entreprises se sont inscrites comme étant en difficulté à travers nos différentes agences au cours de la même période. Selon le directeur général de cette institution, Mohamed Chérif Bouaoud, que plusieurs micro-entreprises créées dans le cadre du dispositif Anade ont réussi, citant en exemple la société Casbah qui a déposée, dernièrement, un dossier au niveau de la Bourse d'Alger pour y être cotée, ce qui a encouragé l'agence à lancer un travail pour faciliter l'entrée en Bourse des PME. D'autres entreprises sont parvenues à exporter vers l'Europe, connue pour les exigences de ses marchés, en plus d'exportations vers les pays de l'Afrique, a indiqué M. Bouaoud qui a révélé qu'une opération de recensement des entreprises qui ex-

portent ou qui veulent se lancer dans l'export a été entreprise. Pour capter davantage de créations d'entreprises et leur faciliter la tâche, l'ANADE a créé une plate-forme numérique. Nommée « Khadamate », elle vise à rendre l'information plus accessible aux jeunes promoteurs désireux de se lancer dans l'entrepreneuriat à travers le dispositif de cette agence. Cette plateforme, développée en interne par les cadres de l'Anade, comporte cinq espaces : l'un pour les inscriptions en ligne, le second pour les accords signés avec différents départements et organismes, un troisième dédié à l'inscription des entreprises en difficulté, un quatrième réservé aux entreprises qui ont des produits exportables et enfin un cinquième consacré à la collecte des préoccupations des jeunes entrepreneurs, a précisé M. Bouaoud. Le directeur général de l'Anade a souligné que cette plateforme accessible sur le lien : <http://khadamate.anade.dz> a été développée dans le cadre de la modernisation et la numérisation des activités de l'agence afin de fournir aux jeunes entrepreneurs toutes les informations qui pourraient leur servir sans pour autant qu'ils

aient à se déplacer vers l'agence. Cette plateforme permet, en outre, à l'Anade d'être plus proche des promoteurs sachant que "la nouvelle stratégie de l'agence consiste à aller vers les jeunes", en plus d'être un outil de collecte des informations concernant les entreprises en difficulté ou encore celles qui veulent se lancer dans l'exportation de leurs produits, a ajouté M. Bouaoud. "Khadamate" a été créée pour répondre aux attentes des promoteurs et suite aux doléances des jeunes entrepreneurs qui se présentent au niveau des antennes et agences de l'Anade que l'idée de développer cette plateforme a émergé, a enchaîné le DG de l'Anade. Parallèlement à cela, le ministère délégué chargé des micro-entreprises a créé, lui aussi, son site Internet qui permettra aux jeunes promoteurs d'accéder à toutes les informations sur la création de leurs entreprises et aux accords et partenariats paraphés par la tutelle, en plus d'offrir la possibilité de s'adresser directement au ministre à travers ses différents comptes sur les réseaux sociaux, indique ce département ministériel.

Saïd Sadia

1ÈRE ÉDITION DU CONCOURS « ÉLU PRODUIT DE L'ANNÉE 2021 » Plusieurs produits et entreprises distingués

La 1ère édition du concours « Élu produit de l'année 2021 » a été organisée, jeudi soir, à l'hôtel Marriott d'Alger. L'évènement est un processus de vote innovant (Enquête nationale, Sondage Digital, Test produits) étalé sur plus de 06 semaines, permettant aux consommateurs de choisir et d'élire leurs produits préférés. Pour cette première édition, plus de 51 lauréats, activant dans plusieurs domaines d'activité, dont les Banques, les assurances, l'industrie pharmaceutique, les industries agroalimentaires...se sont distingués. Il s'agit, entre autres marques distinguées de la Société Générale dans les services et produits bancaires, de la GAM dans le secteur des assurances, de l'opérateur de téléphonie mobile Ooredoo, élu meilleur service client de l'année, du laboratoire SCI Pharma pour son complément alimentaire Lactofibre et Artrofit, les laboratoires Vénus, Aqua

Fine, Candia, la chocolaterie ambassadeur, Ifri pour son huile d'olive Numidia, la Vache qui Rit...etc. C'est lors d'une soirée gala, organisée à l'hôtel Marriott d'Alger, que les trophées « Élu produit de l'année 2021 » ont été remis aux entreprises distinguées. Ils étaient des dizaines de chefs d'entreprises à prendre part à cette cérémonie. C'est une première. Les organisateurs ont expliqué que les produits distingués ont été élus par les consommateurs à l'issue de plusieurs opérations de sondage et d'enquêtes nationales axées essentiellement sur l'innovation et l'impact des produits sur les consommateurs algériens. Les produits distingués ont été bien cotés auprès des consommateurs algériens, racontent les organisateurs, insistant sur le fait qu'il s'agit de produits et/services ayant connu un processus d'innovation qui mérites bien de louanges. Il s'agit aussi d'encourager

les entreprises algériennes qui consacrent d'importants efforts et investissements à la recherche, à l'innovation et aux attentes des clients. Preuve en est que certaines entreprises ont été distinguées essentiellement pour la qualité de leurs services à la clientèle, à l'instar de Ooredoo et la GAM assurances. Cette première édition du concours « Élu produit de l'année 2021 » s'est déroulée, en tout cas, dans une ambiance bon enfant ; chefs d'entreprises échangeant les différentes expériences en matière d'innovation et de nouveautés axées essentiellement sur la satisfaction des attentes des consommateurs algériens. Ainsi, malgré une année difficile qui n'a pas été d'ailleurs sans conséquences sur les entreprises, celles-ci ont continué à se transformer, à évoluer, à produire et à innover, aussi bien dans les services que dans la production.

Yani. T.

Nouvelle loi sur les hydrocarbures 21 décrets exécutifs déjà promulgués



Lors d'une réunion du gouvernement, tenue, mercredi, la récurrente question des textes d'application de la nouvelle loi sur les hydrocarbures a été abordée. Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a, à ce propos, instruit le ministre de l'Energie et des mines en vue de finaliser, dans les prochains jours, les textes d'application de la loi relative aux activités d'hydrocarbures, qui sont actuellement en cours d'achèvement. C'est ce qu'on peut lire, en tout cas, dans un communiqué diffusé par les services du Premier ministre, à l'issue de la réunion du gouvernement qui s'est déroulée en visioconférence, indique-t-on. Ces orientations ont été données à l'effet d'accélérer le processus de publication des textes d'application de la loi sur les hydrocarbures, 21 décrets exécutifs relatifs à cette loi ont déjà été promulgués, annonce le communiqué des services du Premier ministre. Il y a quelques jours, le ministre de l'Energie et des mines, Mohamed Arkab, a assuré que le processus de finalisation des textes d'application de la nouvelle loi sur les hydrocarbures a atteint 95%. Cette nouvelle loi, votée en décembre 2019, avait pour objectif d'encourager les opérateurs internationaux à investir dans le domaine des hydrocarbures en Algérie. Lors de son passage, la semaine dernière, sur les ondes de la radio algérienne (Chaîne I), le ministre de l'Energie et des mines a précisé également que l'élaboration des textes d'application de la loi sur les hydrocarbures va bon train et il ne reste que trois (3) textes en cours de préparation. Par ailleurs, lors de sa réunion de mercredi, le gouvernement a entendu un exposé présenté par le ministre de l'Energie et des mines relatif à trois (03) projets de décrets exécutifs. Le premier texte concerne la tarification et la méthodologie de calcul du tarif de transport par canalisation des hydrocarbures, le second est relatif aux modalités de la régulation du principe du libre accès des tiers aux infrastructures de transport par canalisation des hydrocarbures, tandis que le troisième porte sur les modalités de fonctionnement du système de péréquation des tarifs de transport des produits pétroliers et les règles d'utilisation des infrastructures de stockage des produits pétroliers.

Y. T.

ELECTIONS LÉGISLATIVES

La campagne électorale bat son plein

Deux semaines de l'élection législative du 12 juin prochain, les candidats et chefs de partis sillonnent le pays pour tenter de convaincre les électeurs. En plus des appels incessants visant à pousser les Algériens à participer au scrutin, ils détaillent les grands axes de leurs programmes.

Ainsi, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderrazak Makri, qui s'est déplacé jeudi à Annaba, a dit Considérer les prochaines élections comme « une occasion pour le peuple de prouver que le vote est la seule voie et la plus sûre des options pour opérer le changement ». Il a ajouté que sa formation politique est prête à "ouvrir un dialogue avec ceux qui continuent à douter de l'importance de ce rendez-vous électoral pour mobiliser toutes les compétences autour d'un objectif, celui d'édifier et développer le pays ».

Evoquant son programme, le président du MSP a rappelé les potentialités économiques de l'Algérie et dans lesquels il faut investir, souligne-t-il, pour assurer une véritable relance économique. Il également appelé les Algériens à « aller voter massivement » le 12 juin prochain. De son côté, le président du parti « Sawt Echaab », Lamine Osmani, était à M'sila. Une occasion d'appeler les citoyens à « exercer leur droit de vote et œuvrer à changer les mentalités et les comportements négatifs antérieurs ». "Le peuple algérien est invité à se rendre aux urnes lors des prochaines élections au lieu de l'abstention comme ce fut le cas dans le passé", a souligné ce responsable politique, lors d'un meeting populaire animé à la bibliothèque principale de lecture publique du chef-lieu, dans le cadre de la campagne électorale en prévision des législatives du 12 juin prochain. Pour M. Osmani, « l'abstention entravera le changement souhaité par le Hirak béni et par le courant nationaliste à diverses occasions ».

« Consacrer la volonté populaire »

Depuis Bouira où il animait un meeting hier, le président du mouvement El Islah, Filali Ghouini, a réaffirmé l'engagement de son parti à œuvrer davantage pour réussir les prochaines élections législatives", qui, a-t-il dit, "ouvriront la voie à la consécration de la volonté populaire".

Come les autres leaders politiques, Filali Ghouini a appelé les citoyens à voter massivement pour réussir ce rendez-vous électoral, "à l'issu duquel le peuple algérien mettra en place des institutions légitimes" a-t-il souligné.

"Le prochain scrutin du 12 juin constituera une réponse à tous ceux qui prétendent être démocrates et qui cherchent à mener l'Algérie vers ce qu'ils appellent une « période de transition ». Notre mouvement rejette complètement cette proposition qui ne servira ni l'intérêt du pays ni la démocratie", a insisté Filali Ghouini. Il a rappelé que le prochain gouvernement sera composé de la majorité qui siègera à l'Assemblée



populaire nationale, conformément aux dispositions de la Constitution de 2020, M. Osmani a appelé les électeurs à « choisir les meilleurs candidats et les plus compétents pour transmettre les préoccupations des citoyens et veiller à les prendre en charge sans tergiversation ».

Dans le Sud du pays, le vice-président du mouvement El-Bina, Ahmed Dane, a fait état jeudi soir à Tindouf de l'aspiration de son parti à l'élection d'un "Parlement à même de faire entendre la voix du peuple et de contrôler la gestion des affaires du pays".

"Le mouvement El-Bina aspire à opérer le changement véritable qui répond aux attentes et espérances du peuple algérien", a affirmé aussi Ahmed Dane qui animait un meeting de campagne pour les législatives du 12 juin. Le parti a ouvert ses listes aux cadres et compétences autres que ses militants pour exprimer les attentes de l'Algérie à ce que "la classe politique s'oriente vers les priorités nationales, et dépasse les priorités partisans", a-t-il ajouté, en soulignant que le peuple a l'opportunité, à travers ces élections, "de choisir des compétences aptes à gérer les institutions dans tous les domaines et toutes les régions". Pour M. Dane, le choix des wilayas du Sud, à l'instar de Tindouf, est "un message en matière de sécurité nationale, en étant un des symboles de sécurité et de stabilité nationales". Le Président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati, a affirmé, jeudi soir à Tiaret, que son parti "place à la tête de ses intérêts le soutien de la politique étrangère du pays et la récupération de fonds détournés".

Appels à un vote massif...

Lors de son meeting électoral, tenu à la salle de cinéma "Sersou" dans la ville de Tiaret, M. Touati a souligné qu'au cas où des candidats du FNA seraient élus au parlement, "notre parti placera au centre de ses intérêts le soutien de la politique étrangère et la récupération de fonds détournés", a-t-il précisé.

L'orateur a aussi appelé à "la nécessité de mettre en place les mécanismes nécessaires pour récupérer l'argent détourné qui est un bien du peuple".

Par ailleurs, Moussa Touati a considéré que "le prochain parlement doit être une autorité législative réelle et indépendante, contrairement à ce qu'il a été dans le passé". Il a ajouté que le FNA "décèle des indices de la sincérité et la volonté de l'Autorité à organiser des élections législatives transparentes", exhortant les citoyens à voter massivement le 12 juin, "pour des programmes et non pour des personnes".

Pour sa part, lors d'un meeting populaire animé jeudi à Mascara le président de l'Alliance nationale républicaine (ANR), Belkacem Sahli a assuré que son parti "dispose d'une vision complémentaire pour dépasser la situation critique que traverse le pays sur le plan économique à travers un programme minutieux basé sur des données scientifiques et réalistes". Il a expliqué que le programme de son parti repose dans son volet économique sur « des mécanismes permettant de rationaliser les dépenses, de lutter contre la dilapidation des deniers publics, de revoir la politique de subventions pour l'orienter vers les véritables méritants, et lutter contre la corruption ». Pour sa part, Aissa Belhadi, président du parti « la bonne gouvernance », a assuré, depuis Saïda où il animait jeudi un meeting électoral, que le choix idéal de candidats compétents "participera de manière efficace dans l'édification d'un Etat de droit », ajoutant que les citoyens "doivent participer aux prochaines élections pour accompagner et réussir la voie démocratique dans le pays", soulignant qu'il s'agit d'une "occasion à ne pas manquer pour édifier une Algérie nouvelle avec des institutions fortes".

Dans ce cadre, le secrétaire général du FBG a appelé à la conjugaison des efforts de tous les citoyens, des partis politiques, des syndicats et des associations de la société civile "pour réaliser la cohésion garantissant la concrétisation du projet de l'édification de l'Algérie nouvelle". Par ailleurs, M. Belhadi a souligné que le programme de son parti comporte des propositions et des solutions à même de « traiter les différents problèmes de développement soulevés et les questions en suspens dans tous les domaines sociaux, économiques et politiques ».

Synthèse Saïd Sadia

SELON MOHAMED CHARFI,
PRÉSIIDENT DE L'ANIE

« La première semaine s'est déroulée dans des conditions normales »



Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi a affirmé, jeudi à Alger, que la première semaine de la campagne pour les législatives du 12 juin "s'est déroulée dans des conditions normales et aucun dépassement n'a été enregistré". Lors d'une conférence de presse consacrée à l'évaluation de la première semaine de la campagne électorale, M. Charfi a souligné "qu'aucun dépassement n'a été enregistré au cours de la première semaine de la campagne électorale, l'Autorité n'ayant été destinataire d'aucun signalement ou doléance de la part des candidats, à l'exception de quelques petites observations relevées par certains de ses délégués liées à l'incompréhension des procédures d'application des lois, à l'instar de la non utilisation des symboles de l'Etat par les candidats lors de la campagne électorale".

Il a ajouté que cette première semaine de la campagne "a été lancée à son rendez-vous officiel marqué par la concurrence politique entre candidats", soulignant que l'ANIE "n'est l'adversaire d'aucun candidat, elle traite les candidats sur le même pied d'égalité". Concernant l'application du protocole sanitaire de lutte contre la pandémie (Covid-19) à la première semaine de la campagne, M. Charfi a affirmé que l'Autorité n'a enregistré aucun dépassement, sinon quelques avertissements verbaux adressés à certains animateurs de la campagne liés essentiellement à la non application du principe de distanciation physique".

Affirmant que "l'élection de l'APN par le peuple constitue les garanties de la stabilité et de la sécurité", M. Charfi a ajouté qu'"il n'y a pas de sécurité sans démocratie et vice-versa". Il a fait état du tirage de 1,2 milliard de bulletins de vote, en préparation des législatives du 12 juin prochain, précisant que l'impression de "cette grande quantité" de bulletins a nécessité la mobilisation de compétences humaines 24h/24 et de moyens matériels "considérables" notamment le papier d'impression. Le président de l'ANIE a indiqué que l'Autorité avait reçu, à ce jour, 512 dossiers en vue de bénéficier de l'aide financière pour le financement de la campagne électorale, soulignant que ces montants ne seront pas versés en nature aux listes bénéficiaires mais à travers le remboursement de leurs factures.

Après avoir souligné que "les établissements publics de la radio et de la télévision enregistrent en permanence les interventions des candidats avec une moyenne de 50 enregistrements par jour", M. Charfi a salué le rôle des médias nationaux qui ont accompagné le déroulement de la campagne "en toute objectivité et professionnalisme".

Lors de cette conférence de presse, un CD-ROM a été présenté et distribué aux représentants des médias sur le thème "comment je vote", expliquant la manière de voter durant les législatives et les mesures d'application du protocole sanitaire de prévention contre le coronavirus le jour du scrutin.

COMMERCE

Le projet de loi relatif sur les zones franches pour bientôt

Le projet de loi relatif à la création des zones franches sera présenté, les semaines à venir, au Gouvernement, a annoncé, jeudi à Alger, le ministre du Commerce, Kamel Rezig qui a affirmé que la création de ces zones permettra d'augmenter les exportations algériennes vers l'Afrique. S'exprimant dans une déclaration à la presse, en marge d'une journée d'information autour de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), M. Rezig a indiqué que les zones franches qui seront créées, à l'avenir, au niveau des différentes wilayas frontalières, à l'instar de Tindouf, El Oued, Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, Adrar et Djanet, consolidera et appuiera l'accès des opérateurs économiques algériens au marché africain. Estimant que la valeur des échanges commerciaux al-

gériennes avec les Etats africains reste faible, avec une moyenne ne dépassant pas les 3% du total des échanges en 2020 (avec une valeur de 3,042 Mds USD), le ministre a indiqué que la plupart des ces échanges se fait avec les Etats de l'Afrique du Nord, à savoir, le Maroc, la Tunisie et l'Egypte, qui font partie de la Grande zone arabe de libre-échange (GZALE). Le ministre a souligné, en outre, que la concrétisation de ces zones franches permettra à l'Algérie d'intensifier ses exportations hors-hydrocarbures, vers l'Afrique du Centre, l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest et ce, en concrétisation des objectifs escomptés de la création de la ZLECAf. Dans ce contexte, le ministre a évoqué l'importance de la transsaharienne Alger-Lagos, ainsi que le Port de Cherchell, affirmant que ce sont

des moyens logistiques importants qui faciliteront le transport entre l'Algérie et les Etats africains et permettront d'augmenter la valeur des exportations hors-hydrocarbures vers l'Afrique. Pour le ministre, l'entrée en vigueur de la ZLECAf avec l'utilisation de tels moyens (Zones franches, route transsaharienne, port de Cherchell), permettront à l'Algérie d'augmenter les échanges commerciaux avec l'Afrique, à près de 52%, contre 16% actuellement. Selon le Secrétaire général du Comité de liaison de la Route transsaharienne (CLRT), Mohamed Ayadi, le taux d'avancement des travaux relatifs à cette route a atteint 80%, ajoutant que 10% des travaux restants sont actuellement en cours de réalisation et ce, dans l'attente du lancement "prochain" des 10% restants.

Arrêts des importations des produits de la céramique Le marché algérien échappe aux Espagnols

Après l'annonce, par le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, de l'arrêt de l'importation des produits de la céramique, en réponse à l'association algérienne des céramistes qui, il y a quelques jours, a levé le voile sur une situation difficile dans laquelle barbotent les usines de céramique en Algérie, les fabricants espagnols, grands exportateurs de céramique vers l'Algérie, voient désormais le marché algérien leur filer entre les doigts. Le journal espagnol El Mundo a rapporté, hier, que les céramistes espagnols nourrissent désormais les pires appréhensions que l'annonce de l'arrêt des importations de la céramique soit suivie d'un décret confirmant cette restriction. « Nous avons déjà contacté le bureau commercial d'Espagne en Algérie et, pour le moment, il n'y a pas de confirmation officielle. Cependant, compte tenu du contexte et de la situation dans ce pays, il est fort probable que cette annonce soit confirmée par un texte qui sera publié dans les prochains jours, puisque l'Algérie applique des mesures de sauvegarde depuis 2018 », expliquent les céramistes espagnols, dont les propos ont été rapportés par El Mundo. Pour rappel, lors de la réunion du Conseil des ministres, le 16 mai dernier, le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a donné des instructions pour l'inter-

diction d'importation de quatre produits, dont les groupes électrogènes produits localement, le marbre et la céramique dans leur forme finale. Cette décision a été accueillie avec enthousiasme par les producteurs algériens qui, par la voix de leur porte-parole, n'ont cessé d'appeler les autorités à sauver leurs entreprises, très pénalisées par l'absence de commande publique ainsi que par la concurrence des produits de l'importation. Allusion faite à la céramique espagnole qui accaparait ces dernières années d'importantes parts de marché en Algérie. Il faut dire, cependant, que ce n'est pas la première fois que des barrières commerciales sont imposées aux céramiques espagnoles, puisque, le 1er avril 2017, le ministère du Commerce avait publié un communiqué dans lequel il a fixé des quotas quantitatifs pour l'importation des produits céramiques. Cette décision avait provoqué, rappelons-le, la fermeture totale du marché algérien aux céramiques espagnoles. Le ministère algérien du Commerce a indiqué en 2019 que les produits soumis à une suspension provisoire des importations en 2018 avaient été libéralisés en échange de l'établissement d'un droit de sauvegarde provisoire additionnel. Ce droit de sauvegarde, qui va de 30% à 200%, a concerné plus d'un millier de positions tarifaires, y compris celles cor-

respondant aux produits de la céramique, dont le taux d'imposition est fixé à 60%. Ces décisions avaient provoqué une chute brutale des exportations espagnols des produits de la céramique vers l'Algérie. Les exportations espagnoles de la céramique à destination de l'Algérie ont chuté de 63% au cours des cinq dernières années. L'Algérie constituait la cinquième destination mondiale des produits de la céramique espagnols avec, au tableau, une valeur de 123,4 millions d'euros d'importations. Les dernières données du commerce extérieur montrent que les exportations espagnoles des produits de la céramique vers l'Algérie ont totalisé seulement 48,2 millions d'euros, ce qui place l'Algérie à la 15e position des marchés extérieurs des céramistes espagnols. La décision de suspension de l'importation de certains produits fabriqués localement est motivé par la volonté du gouvernement de réduire le déficit commercial et, partant de là, de celui de la balance des paiements qui affecte le stock algérien en devises. Dans son projet de loi de finances complémentaire 2021, le gouvernement a affiché une ferme volonté de réduire les importations globales du pays à 30,42 milliards de dollars cette année, contre un peu plus de 34 milliards de dollars en 2020.

Yani. T.

Parachèvement de la route transsaharienne Plaidoyer pour la levée des entraves

La route transsaharienne est à 80% de sa réalisation. Sur les 20% restants, 10% sont en cours de travaux et 10% encore à l'état de piste, a indiqué Ayadi Mohamed, secrétaire général du comité de liaison du réseau, interviewé par la chaîne 3 de la radio algérienne. Selon lui, cet ouvrage va permettre aux opérateurs économiques algériens d'être plus complétifs, notamment sur le marché africain. La route est comme un accélérateur dans les échanges commerciaux, dit-il à ce propos. « Plus de

véhicules, c'est plus de produits et les coûts de transport diminuent. Donc, vous devenez automatiquement compétitif », estime le secrétaire général du comité de liaison du réseau. L'intervenant estime que cela ne suffira pas si les blocages administratifs demeurent. « Si je viens avec mon camion et je serai bloqué durant toute une journée par la douane, où au guichet d'une banque, ça ne sert à rien, puisque cela coûte de l'argent...énormément d'argent à nos opérateurs économiques », déplore-t-il. Mohamed

Ayadi appelle à « la levée des entraves bureaucratiques » pour la prospérité de Tamanrasset et ses environs. Le ministre des Travaux publics et des Transports s'est exprimé lors de la réunion du Comité de liaison de la Route Transsaharienne (CLRT) avec les ministres des pays membres et les représentants d'institutions internationales de financement, tenue par visio-conférence. A l'occasion de cette réunion du CLRT, une instance chargée de la gestion du passage de la Route transsaharienne a été créée.

Campagne de moisson-battage préparatifs de la saison 2020-2021

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural prépare une campagne de moisson "exceptionnelle" à travers une série de mesures visant essentiellement à collecter le maximum de récolte à la lumière des indicateurs du marché mondial qui prédisent l'augmentation des prix des matières premières comme les céréales en raison de la hausse de la demande mondiale. Durant la saison 2020/2021, le secteur mise sur les quantités des céréales collectées et destinées aux coopératives des céréales et légumes secs dans le contexte mondial marqué par les incidences des changements climatiques et de la crise sanitaire due à la propagation du COVID-19, ayant changé le mode de consommation et d'exportation auprès de plusieurs pays, notamment les produits stratégiques de base et leurs répercussions sur les prix des céréales dans le marché mondial. En date du 15 mai 2021, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani a adressé une instruction dont une copie est parvenue à l'APS, aux directeurs des services agricoles, selon laquelle le secteur a pris toutes les mesures adéquates pour la réussite de la campagne moisson-battage qui "prévoit une production abondante dans plusieurs wilayas de l'est et du sud du pays". Ces mesures concernent l'organisation en termes de matériel, d'équipements, de capacités de stockage, de travail de proximité et de suivi en temps réel par les cadres du secteur et tous les acteurs. Elles portent également sur la mise en place d'un plan opérationnel d'intervention dans chaque commune en concertation avec la chambre agricole et les coopératives des céréales et des légumes secs ainsi que les assemblées professionnelles de wilaya de la filière des céréales, tendant en principe à définir les superficies concernées par la moisson et les prévisions des quantités collectées et les points de collecte qui comportent les listes des agriculteurs répartis en fonction de chaque point de collecte. Aussi, le ministre a ordonné l'élaboration d'un tableau d'orientation pour des groupes d'agriculteurs vers les points de collecte, contenant le site, les capacités de stockage et la quantité à recevoir par jour et le pont-bascule ainsi que le nombre des engins de moisson mobilisés et effectivement utilisés et des camions pour le transport du produit, en adoptant l'opération de chargement et de déchargement à plusieurs fois par jour pour chaque camion. A cet effet, le secteur s'apprête à rapprocher les points de vente des agriculteurs, élaborer un plan spécial pour la distribution du produit pour éviter les longues files d'attente et adopter en contrepartie "des files d'attente dynamiques", ce qui permettra à un agriculteur unique d'accomplir plusieurs opérations de déchargement du produit par jour. Le secteur a mis en service un couloir vert destiné exclusivement à la collecte de l'orge, lequel fournira aux agriculteurs, distributeurs de ce produit, plusieurs avantages incitatifs concernant la priorité au déchargement, en sus des facilitations pour obtenir des autorisations relatives au mouvement des transporteurs des céréales à travers et dans la même wilaya. Selon le Secrétaire général du ministère, Chaouki Saleh, plusieurs réunions ont été tenues avec les secteurs concernés tels la Défense, l'Intérieur, les Transports et les Finances, afin de faciliter l'opération de moisson-battage et de collecte et de lutter contre la bureaucratie à travers l'allègement du dossier administratif demandé par les coopératives, outre la mise en place d'un plan sécuritaire pour couvrir la campagne et la protéger contre les incendies. Dans une déclaration à l'APS, M. Chaouki a indiqué que "la campagne de moisson-abattage de cette année est un défi pour le secteur...Il faut orienter le produit vers les coopératives... Nous devons sensibiliser l'agriculteur à l'importance de cette opération en vue de soutenir le stock national en céréales". Le Secrétaire général du ministère a fait état de la conclusion des contrats entre les coopératives et les agriculteurs, afin d'assurer 50% de la production en contrepartie des subventions en ce qui concerne les céréales, les engrais et le matériel d'irrigation complémentaire.

Automobile « Reprise temporaire » chez Renault Algérie

L'usine de montage automobile du constructeur français Renault en Algérie a repris ses activités de manière graduelle, après le dédouanement depuis avril dernier d'une partie des kits de montage en souffrance au port d'Oran, selon des sources médiatiques.

« L'usine a repris il y a quelques jours son activité d'une façon graduelle. La reprise est temporaire », selon la même source qui précise qu'« il faut du temps pour que l'usine atteigne sa capacité nominale de production. L'usine compte 280 travailleurs sur plus de 1.200 qui étaient employés avant son arrêt ».

Les responsables de Renault Algérie ont indiqué que « la reprise de l'activité est temporaire ».

Les mêmes responsables ont expliqué que « Renault a payé la TVA et les droits de douane sur les kits dédouanés. Les prix des véhicules seront plus élevés que ceux qui sortaient de l'usine avant l'arrêt des importations des kits SKD/CKD, c'est-à-dire en 2019 ».

« Nous allons naturellement répercuter la TVA et les droits de douane sur le prix du véhicule assemblé », ont-ils ajouté.

La semaine dernière, le ministre de la communication et porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, a indiqué



que des conditions ont été fixées pour permettre aux concessionnaires automobiles d'importer le plus grand nombre de voitures dans les plus brefs délais et au coût le plus bas possible.

Ammar Belhimer a précisé que « le gouvernement actuel travaille à reconsidérer l'ensemble du cadre juridique lié au dossier automobile, qu'il soit lié à l'importation ou le montage, afin de répondre aux besoins des citoyens et d'établir une

véritable base industrielle qui dépend de la fabrication réelle et non du montage automobile ».

Renault Algérie Production d'Oued Tlélat (Oran) a annoncé, en août 2020, avoir mis en place un plan social qui prévoit le licenciement de 476 travailleurs, 200 contractuels dont les contrats sont arrivés à terme et le maintien de 500 salariés en chômage technique.

Hausse de la production américaine de pétrole L'Opep+ mise en demeure

Il n'y a pas que l'offre de l'Opep qui a augmenté en mai, puisque, de l'autre côté de l'Atlantique, la production américaine de pétrole carbu, elle aussi, à plein régime. Dans son décompte hebdomadaire publié hier, le groupe Baker Hughes a rapporté que le nombre de plates-formes pétrolières et gazières aux États-Unis a encore augmenté de 3 cette semaine, portant le nombre total de plates-formes à 359, marquant ainsi un gain de plus de 100 plates-formes depuis le début de l'année. Au cours de la semaine précédente, le nombre de plates-formes pétrolières et gazières américaines a, en effet, augmenté de 3 puits. Mais cette tendance haussière de plates-formes est plutôt de bon augure pour l'industrie pétrolière américaine, car les foreurs accélèrent le rythme, ajoutant 106 plates-formes jusqu'à présent cette année. Cependant,

cette hausse pourrait contrebalancer les objectifs de l'Opep+ qui a opté début avril pour une levée progressive des restrictions de la production, de crainte qu'une surproduction ne vienne remettre en cause les objectifs de rééquilibrage du marché d'ici la fin de l'année en cours. La hausse des plateformes de forage de pétrole et de gaz de schiste aux États-Unis est l'indicateur on ne peut plus clair d'un retour en force de la production américaine d'hydrocarbures. L'agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a indiqué que production de pétrole aux États-Unis pour la semaine se terminant le 21 mai s'est maintenue à une moyenne de 11 millions de barils par jour. L'EIA estime que la production pétrolière américaine atteindra une moyenne de 11,04 millions de barils par jour cette année, après avoir chuté d'un pic de production de 13,1 millions de ba-

riels par jour en février 2020, avant que la pandémie n'écrase la demande de pétrole. Le nombre de plates-formes de forage en activité dans le bassin permien a augmenté de 2 cette semaine. À 233 plates-formes, le nombre total de plates-formes du Permian est maintenant de 85 plates-formes au-dessus de ce qu'il était à la même époque l'année dernière, mais des centaines de moins qu'il y a deux ans. A quelques jours de la tenue de la réunion ministérielle de l'Opep+, la hausse de la production américaine est à prendre très au sérieux dans les discussions sur la prochaine politique de l'Opep+ en matière de production. L'augmentation simultanément de l'offre de l'Opep+ et de la production américaine, alors que la reprise de l'économie mondiale s'annonce poussive, pourrait faire repartir les excédents qui minent le marché.

Yani. T.

MDI BUSINESS SCHOOL

La transformation digitale au coeur en débat

Pour sa 15e édition, le colloque annuel de MDI Business School, a abordé la problématique de la transformation digitale, et son impact sur les entreprises. De prime à bord, le docteur Benabdeslem directeur de MDI a évoqué dans son discours d'ouverture l'importance que revêt la transformation digitale pour les entreprises. Il a en outre rappelé que « la transformation digitale est le processus qui a pour but de permettre aux entreprises d'intégrer les technologies numériques dans la chaîne de valeur de l'entreprise ».

Premier à intervenir, le professeur Hamadouche a passé en revue les axes importants de la digitalisation, et de la transformation digitale, expliquant qu'il s'agit d'« un cycle de plusieurs phases. Dans ce sens, le Pr Hamadouche s'est interrogé sur la nature même de la trans-

formation digitale : la transformation digitale est-elle une mode qui va uniquement faire son temps, ou est-ce un développement de la pratique managériale induit par les nouveaux outils qu'offre le développement du numérique ? Pour expliquer cette approche, le Pr Hamadouche parle « d'enjeux dans la mesure, ou le développement technologiques s'accroissent, et les innovations sont de plus en plus nombreuses. Ce qui fait que la transformation digitale est devenue une préoccupation pour tous, du fait qu'elle pénètre toutes les sphères de la vie privée. Par conséquent, ce n'est pas une mode, mais une réalité objective. Cependant elle doit se faire sur certains piliers, en l'occurrence, satisfaire, et fidéliser, le client. Mais il faut se méfier, des extrémistes de la transformation digitale car c'est une mutation impor-

tante non seulement technologique mais surtout, sociologique, et humaine ».

Pour sa part, intervenant par Visio conférence, à partir de Paris le Pr Louart, explique que « la transformation digitale permet de construire un nouveau réseau de communication, et d'objet, qui impactent directement l'économie. Le digital transforme les métiers, et déplace les emplois. Sur le même mode de communication, le Pr Eric Bryis, et le Dr Christine Dugoinclément, sont revenus à leurs tours sur respectivement, l'échelle digitale, et le besoin des mégas cités en digitalisation. Il faut souligner, que le thème a suscité l'intérêt de plusieurs doctorants et universitaires, qui ont enrichi les débats par des questions autour de l'idée profonde de la digitalisation et de sa concrétisation sur le terrain.

Exportations L'Algérie à la conquête du marché libyen



En plus de l'Afrique, l'Algérie cherche de nouveaux partenaires économiques parmi ses voisins immédiats. La Libye, qui retrouve peu à peu sa stabilité, est une destination de rêve pour des entreprises algériennes.

Pour étudier les moyens de créer une coopération économique de qualité entre les deux pays, l'Algérie a organisé, hier, un forum d'affaires algéro-libyen. La rencontre a été présidée par le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, du ministre du Commerce, Kamel Rezig, ainsi que du ministre libyen de l'Economie et du Commerce, Mohamed Al-Hawejj. L'objectif de cet événement est de « renforcer la coopération économique et commerciale et trouver des opportunités de partenariats bilatéraux dans les différents secteurs économiques entre les deux pays », selon la direction de la promotion et de soutien des échanges économique du ministère des Affaires étrangères qui a organisé ce forum en collaboration avec ministère du Commerce et la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI).

Cet événement enregistre la participation de 150 opérateurs libyens et 250 opérateurs algériens, représentant différents secteurs économiques, en plus des représentants des différentes chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture et ceux des organisations patronales et autres organismes gouvernementaux dans le domaine économique. Le forum est organisé sous forme de séances plénières, d'ateliers et de rencontres bilatérales (B to B). La première séance plénière du forum, prévue dans la matinée, sera consacrée, selon le ministère du Commerce, aux présentations des membres de la délégation libyenne concernant les besoins de leur pays en matière d'investissements dans le cadre de la reconstruction de la Libye, tandis que la deuxième séance, programmée cet après-midi, permettra d'exposer les aptitudes des entreprises algériennes, publiques et privées, en matière de partenariat.

Parmi les principaux domaines de coopération auxquels s'intéresse ce forum, l'énergie, les produits agricoles et alimentaires, les machines industrielles et agricoles, la santé, les produits pharmaceutiques, les produits électroniques et électroménagers, les travaux publics et les matériaux de construction, le papier, l'éducation, le tourisme, les bureaux d'études et les services. Une troisième séance plénière est programmée dimanche matin et verra la suite des exposés sur les opportunités de partenariats bilatéraux, avant que le forum ne soit clôturé à la mi-journée.

Concrètement, le ministre libyen du Commerce a annoncé d'ores et déjà la création d'une zone franche entre les deux pays. M. Al-Hawij a évoqué les « relations politiques privilégiées entre les deux pays » et qui sont « un terrain fertile pour le développement de la coopération dans le domaine économique ». Il a appelé, dans ce cadre, les opérateurs des deux pays à relancer la coopération dans le domaine du commerce et de l'investissement, et à tirer profit de cette rencontre pour sortir avec des décisions servant les intérêts mutuels des deux pays.

M. Al-Hawij a préconisé la conclusion d'un accord entre la banque centrale libyenne et son homologue algérienne pour faciliter les procédures bancaires entre les deux parties, l'objectif étant d'encourager les échanges commerciaux et booster la coopération économique bilatérale.

Les échanges commerciaux entre les deux pays devraient, si ces recommandations sont concrétisées, atteindre près de 3 milliards USD. Actuellement, ces échanges sont de l'ordre 65 millions USD dont 59 millions USD représentant les exportations algériennes vers la Libye.

Saïd Sadia

Transport ferroviaire La ligne Touggourt-Hassi Messaoud réalisée à 71 %

Les travaux de réalisation de la ligne ferroviaire reliant Touggourt à Hassi-Messaoud sur plus de 150 km, se poursuivent à une cadence «appréciable» et enregistrent «un avancement physique estimé à 71%», a indiqué l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) sur sa page officielle sur le réseau social Facebook, reprise par l'agence officielle APS. L'ANESRIF a souligné qu'une fois concrétisé et mis en service, le projet contribuera au développement socio-économique de la région et soulagera le réseau routier d'une partie

du trafic de marchandises notamment. La future voie ferrée Touggourt-Hassi Messaoud fait partie du grand projet de boucle ferroviaire Sud-Est, qui englobe des lignes principales desservant les wilayas de Laghouat, Ghardaïa, Ouargla, Touggourt et El-Oued, avec une vitesse de 220 km/h pour les trains de voyageurs et de 100 km/h pour ceux de transport de marchandises, selon sa fiche technique. Les sections Ghardaïa-Ouargla (180 km), Ouargla-Hassi Messaoud (90 km) et Touggourt-El-Oued (105 km) sont actuellement en phase d'études. D'un linéaire global de 560 kilomètres, cette

boucle ferroviaire vise notamment à garantir l'extension, le maillage et l'interconnexion des lignes existantes, en plus du désenclavement de la région Sud-est du pays, selon la même source. Confiés à un groupe d'entreprises nationales, les travaux de ligne ferroviaire Touggourt-Hassi Messaoud, lancés en 2013, ont connu un retard en raison de plusieurs contraintes liées, entre autres, à la déviation du tracé de la ligne ferroviaire afin d'éviter certains oléoducs et gazoducs, en plus des réseaux électriques à haute tension, ont indiqué des cadres locaux du secteur des transports.

Vers l'actualisation des formations des Instituts agricoles

L'actualisation des formations des Instituts agricoles figurait au cœur des travaux d'un atelier portant restitution et validation des programmes actualisés de formation initiale et du répertoire des formations qualifiantes" tenu à Tizi-Ouzou, a-t-on appris, vendredi, des organisateurs. Organisé le 26 et 27 mai derniers, l'atelier avait regroupé, au sein de l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé en agriculture de montagne (ITMAS-Montagne) de Boukhalfa (banlieue ouest de Tizi-Ouzou) des formateurs d'instituts de différentes wilayas du pays dont Ain Temouchent, Djelfa, Guelma, Timimoune et Alger, a indiqué à l'APS le directeur de l'établissement hôte, Hocine Meziani. A l'issue des travaux de cet atelier, les participants avaient ainsi proposé l'élaboration d'une fiche de formation pour la formation ini-

tiale, continue et qualifiante pour les niveaux d'adjoints techniques agricoles (ATA), techniciens et techniciens supérieurs (TS), devant être formés par les instituts agricoles, à compter de la prochaine session de formation. Les fiches de formation devraient inclure, entre autres les conditions d'accès, la durée de formation, le mode de formation et les formateurs. Les participants ont également défini les modules communs à tous les niveaux de formation (ATA, techniciens et TS), dont les cultures générales, le machinisme agricole, la zootechnie générale et les travaux pratiques. Les matières de spécialisations seront quant à elle arrêtées par chaque institut, selon sa spécialisation et la vocation de la région qu'il couvre, a-t-on indiqué. Initié par le ministère de l'Agriculture et du développement rural, l'atelier visait la mise en place de solutions d'adaptation

pédagogique des formations en fonction des catégories à former". Présidé par le directeur de la formation de la recherche et de la vulgarisation (DFRV) Farid Harouadi et le sous-directeur de la formation, Hamid Ould Youcef, l'atelier visait également uniformiser les référentiels de formation par métiers, la rédaction des fiches descriptives des formations, l'élaboration d'un répertoire des formations (actuelles et futures) proposées par les établissements de formation et l'élaboration d'un système d'information pour l'actualisation de ce répertoire, a précisé à l'APS M. Ould Youcef. Cet atelier se présentait comme continuité des travaux de réflexion et de production amorcés lors des séminaires pédagogiques tenus à l'ITMAS de Guelma et celui de Ain Temouchent, avec cette fois-ci, l'implication de différents instituts techniques des filières, a-t-il rappelé.

Aïn-Temouchent

Des projets pour la maintenance de 200 km de routes

Le secteur des travaux publics d'Aïn-Temouchent entreprend la réalisation de plusieurs projets de maintenance de 200 km du réseau routier, afin de réhabiliter plusieurs axes, notamment ceux situés dans les zones d'ombre, a indiqué le directeur local du secteur, Saïd Si Chaïb.

A ce propos, une enveloppe budgétaire de 1,6 milliard de dinars a été dégagée pour réaliser trois opérations de développement concernant la maintenance des routes sur une distance de 200 km sur l'ensemble des 28 communes de la wilaya, a souligné le même responsable.

Ce programme en cours de concrétisation revêt une grande importance et vise à réhabiliter de nombreux axes n'ayant pas bénéficié d'opérations de maintenance depuis de nombreuses années, en plus de rompre l'isolement de nombreuses agglomérations classées comme zones d'ombre, selon la même source. Dans le même contexte, les communes de la daïra d'Oulhaça (Sidi Ouriache et Oulhaça), qui abritent le plus grand nombre de zones d'ombre de la wilaya, ont bénéficié d'un programme de maintenance de 41,8 km de routes pour un montant de 296,3 millions DA.

D'autre part, la direction des travaux publics prend en charge des projets de développement concernant la réalisation de quelques ouvrages d'art pour assurer la circulation sur plusieurs axes routiers qui, généralement, enregistrent des coupures lors de la saison hivernale en raison des inondations des oueds les traversant. Ainsi, trois ponts sont en cours de concrétisation au niveau des routes menant vers les villages de Sidi Belhedane, Hamiane, Khechaïa, classées comme zones d'ombre de la commune d'Oued Sebbah, a-t-on indiqué.

ANNABA

Travaux d'aménagement pour développer le port de Séraïdi

Des travaux d'aménagement et de réalisation de locaux et kiosques en vue de développer les services de villégiature assurés aux touristes durant la prochaine période estivale sont actuellement menés au port de pêche de Séraïdi dans la wilaya d'Annaba, a-t-on appris auprès des services de la direction de la pêche et des ressources halieutiques de wilaya. Inscrits dans le cadre du programme de promotion et de réhabilitation des espaces des ports de pêche, ces travaux portent sur la rénovation de la clôture extérieure délimitant les biens

portuaires et l'exploitation d'une partie des quais afin de créer des activités commerciales répondant aux besoins des estivants et touristes, a-t-on indiqué. Les travaux projetés, d'autre part, sur les quais du port de pêche de Chetaïbi, ouvert partiellement aux citoyens, porteront sur le développement d'activités de loisirs par l'aménagement d'aires de jeu pour enfants et d'attraction pour les familles. Ce port distant de 60 km de la ville d'Annaba est l'un des ports se prêtant pour le développement des activités touristiques au regard de son emplace-

ment au milieu du tissu urbain de la ville, a-t-on souligné. Cette structure portuaire bénéficiera d'opérations de développement de l'activité commerciale du port par l'extension de l'aire réservée à l'acostage des bateaux de pêche ainsi que celui réservé pour les bateaux de plaisance et par le lancement d'activités commerciales en rapport avec la pisciculture. Le port de Chetaïbi est capable d'accueillir plus de 400 unités de pêche dont 136 sardiniers, 264 petites embarcations de pêche et 25 bateaux de plaisance dont la majorité de petite taille.

Réalisation de logements Des retards enregistrés dans plusieurs wilayas



Alors que des dizaines de familles attendent leur logement depuis longtemps, des entreprises, chargées de réaliser les projets, tardent à livrer les chantiers dans certaines régions du pays. La colère monte chez les acquéreurs et les autorités qui s'impatiente.

C'est le cas dans la ville de Bougaâ dans a wilaya de Sétif. Lancés en 2018, les travaux de réalisation de 60 logements promotionnels aidés (LPA), située à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest du chef-lieu de la wilaya de Sétif, sont à la traîne. En effet, les bénéficiaires voient que la réalisation de leurs logements a perduré. "Cela fait plusieurs mois que je loue un appartement chez un particulier. Je paye rubis sur l'ongle pas moins de 20 000 DA par mois, alors que mon salaire ne dépasse pas les 45 000 DA. Comment vais-je faire vivre ma famille avec ce qui me reste ? Nous interpellons les responsables du projet à mettre les bouchées doubles pour accélérer la cadence des travaux et nous permettre d'occuper nos logements dans les plus brefs délais", lance un bénéficiaire.

A Constantine, le directeur de l'Agence foncière Noureddine Filali, annonce la reprise des travaux «très prochainement» du chantier du projet des 66 logements promotionnels de la résidence Cirta. «Il faut noter que nous sommes en plein changement du statut du groupement entre l'Entreprise nationale de la promotion immobilière (ENPI) et l'Agence foncière. Un statut dans lequel les signataires sont nominatifs. Donc, je ne peux pas signer des documents pour l'entreprise chargée de la réalisation, si je la laisse continuer à travailler sur le chantier.

Comme je ne peux pas la bloquer en refusant de signer des documents», a-t-il expliqué. Et de poursuivre qu'une réunion sera tenue prochainement avec l'ENPI pour l'établissement du PV de changement des signataires. Le même responsable n'a pas manqué de préciser que la gestion menée auparavant était irréfléchie et aléatoire, dont la responsabilité n'incombe pas uniquement à l'Agence foncière.

A Biskra, c'est le ministre de l'Habitat en personne qui a affiché, récemment, sa colère face à la lenteur des travaux de réalisation de certains projets. Lors d'une récente visite, il refusé d'accepter la justification présentée par les responsables, selon laquelle le retard dans l'achèvement des travaux est lié à la pandémie de coronavirus, tout en ordonnant l'accélération du lancement de tous les projets qui accusent un retard énorme avant la fin du mois de juin prochain. Approché, le président de l'association des 3 000 souscripteurs AADL-2, Wail Laouar, a tenu à rassurer les souscripteurs qu'"un quota de 800 logements sera réceptionné le mois de novembre prochain". "Nous avons, en marge de cette visite, eu une longue discussion avec le ministre, le wali, ainsi que d'autres responsables en charge de ce dossier. Nous leur avons transmis nos doléances les plus importantes, dont la préparation de la nouvelle zone d'expansion urbaine, Assami-Mohamed, laquelle enregistre une absence remarquable de commodités indispensables pour un cadre de vie décent, y compris les infrastructures publiques ou privées, dont les plus importantes sur lesquelles nous insistons toujours sont les écoles, les routes, les locaux de commerce, l'aménagement des espaces publics, un siège de sûreté urbaine, et surtout un établissement public de santé", a-t-il précisé. Cela d'autant que les autorités comptent remettre, d'ici la fin du mois de juin, des milliers de clefs aux bénéficiaires de différentes formes de logements.

ORAN

Une aide 70 millions de dinars aux producteurs de céréales



Une enveloppe financière de 70 millions de dinars a été dégagée pour le soutien des agriculteurs activant dans la filière céréales de la wilaya d'Oran pour l'acquisition de matériel agricole, a-t-on appris du président de la chambre de l'agriculture de wilaya. Ce soutien financier dégagé par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a bénéficié à 22 agriculteurs pour l'acquisition d'équipements d'irrigation d'appoint et de goutte-à-goutte avec un soutien à hauteur de 50%, a indiqué à l'APS Brachemi Hadj Mef-tah, en marge du lancement de la campagne moisson-battage de la saison agricole actuelle à Oued Tlelat (Sud d'Oran). Dans ce cadre, le même responsable a appelé à se rapprocher de la direction des services agricoles (DSA) d'Oran afin de bénéficier du soutien de l'Etat pour l'acquisition d'engrais et de

semences, ainsi que de moissonneuses-batteuses. Le soutien propre à l'acquisition d'une moissonneuse-batteuse atteint les 60%, a-t-on fait savoir. Tous les moyens ont été mis en œuvre pour la campagne moisson-battage dans la wilaya d'Oran, notamment près de 100 moissonneuses-batteuses, 965 tracteurs, en plus de l'ouverture de trois points d'assemblage des céréales et d'autres facilitations relatives au paiement des agriculteurs par la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) dans un délai de 24 heures, selon le directeur du secteur, Rachid Rahmania. La superficie ciblée par cette campagne est de l'ordre de 39.000 hectares dont 70% destinés à l'orge. Les superficies touchées par la sécheresse sont estimées à 7.800 ha, a-t-on expliqué. En raison de la faible pluviométrie, qui était de l'ordre de 180 millimètres, la

DSA prévoit une production pouvant atteindre 400.000 quintaux de différents types de céréales et d'une qualité plus ou moins excellente, selon la même source, soulignant "avec le lancement total du périmètre de la plaine de Mléta, dont la superficie est estimée à 6.200 ha, un saut qualitatif est attendu dans la production de céréales, à noter que la production du périmètre atteint les 200.000 qx". D'autre part, quelque 30.000 qx de céréales devront être collectés dont 70% de blé dur, selon le sous-directeur des semences et de soutien à la production de la CCLS, Ayoub Taïbi, qui a déclaré que les moyens de stockage sont disponibles au niveau de la wilaya d'Oran, dont l'unité des céréales de Sidi Belkheir (Oued Tlelat), qui a fait l'objet d'une visite de la part des autorités locales à l'occasion du lancement de la campagne moisson-battage.

ALGER

Une stèle commémorative à la mémoire de Mohamed Bouras



Une stèle commémorative à la mémoire du chahid Mohamed Bouras, fondateur des Scouts musulmans algériens (SMA), a été inaugurée jeudi à El Biar (Alger) à l'occasion de la célébration de la Journée nationale des SMA.

La cérémonie d'inauguration de la stèle a été supervisée par le wali délégué de la circonscription administrative de Bouzeréah, le Commandant général des anciens des SMA, Mustapha Saadoune, un nombre de doyens de l'organisation scout et des jeunes du groupe scout "Mohamed Ikbal" d'El Biar.

Un nombre de doyens des SMA à l'instar de Mohamed Ben Idir et Djazouli Omar ont été distingués lors d'une cérémonie tenue à la place Kennedy en présence des autorités locales et des habitants de la commune, et ce "en reconnaissance de leur parcours et leur engagement au sein des SMA".

S'exprimant au terme de la pose de la première pierre de la stèle implantée au niveau de la place en face du centre culturel d'El Biar, M. Saadoune a rappelé que les vétérans des SMA commémorent aujourd'hui l'anniversaire du décès en martyr de Mohamed Bouras (27 mai 1941), fondateur du mouvement scout en Algérie, une organisation qui demeure "une école de nationalisme et de militantisme pour la liberté et la souveraineté du pays".

Cette célébration qui a bénéficié d'un intérêt particulier du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, témoigne de l'importance de "poursuivre le message scout, une démarche à laquelle s'emploient les anciens des SMA lors des différentes manifestations".

A noter que l'inauguration aujourd'hui de cette stèle commémorative intervient dans le cadre d'un programme de célébration qui durera jusqu'au premier juin et qui a été tracé par l'Association des anciens des SMA en collaboration avec le ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait approuvé, lors de la réunion périodique du Conseil des ministres du 18 avril dernier, l'institution de la journée du 27 mai, date d'exécution du chahid Mohamed Bouras, Journée nationale des scouts musulmans afin d'en faire une halte pour se rappeler les sacrifices de ce mouvement, préserver la mémoire nationale et renforcer la solidarité nationale. Né le 26 février 1908 dans la ville de Meliana, le Chahid Mohamed Bouras est le fondateur des Scouts musulmans algériens (SMA). Il a été fusillé par les forces coloniales françaises le 27 mai 1941 à Hussein Dey (Alger).

Mohamed Bouras a fondé le premier groupe scout "El Fallah" en 1935 puis la Fédération des scouts musulmans algériens en 1939 et a consacré sa vie à la formation des jeunes algériens et à la diffusion des valeurs de lutte, de rigueur et de discipline dans les rangs des SMA.

PRODUCTION AGRICOLE

Chaque région fait valoir ses produits agricoles

Pour augmenter la production agricole nationale, chaque région du pays tente de valoriser son produit du terroir. Et les richesses ne manquent pas.

Ainsi, A Annaba, les nouvelles dispositions relatives au dispositif d'adhésion, de suivi, d'évaluation, d'inscription et de paiement des primes liées à la filière de la tomate industrielle ont fait l'objet d'une rencontre régionale, organisée mercredi dernier, en présence de cadres centraux du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, des représentants de Conseils professionnels de la filière ainsi que des producteurs et des transformateurs venus de dix wilayas de l'Est. La rencontre s'inscrit dans le cadre de la concrétisation de la feuille de route du ministère de tutelle s'agissant du développement des cultures stratégiques pour "une autosuffisance alimentaire au titre du plan quinquennal 2020-2024", à travers un suivi de terrain permettant la réalisation de cette orientation, a précisé à cette occasion le directeur général de l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILEV), Mohamed Kharroubi qui a mis l'accent

sur l'importance de cette filière dans la consolidation de l'autosuffisance alimentaire. Les mesures prises jusqu'à pour la régulation de cette filière, l'appui et l'accompagnement des producteurs dans les différentes phases de production, de collecte et de transformation a permis d'enregistrer un recul du volume de l'importation de la tomate qui est passée de 53.000 tonnes en 2018 à environ 160 tonnes durant l'année 2020.

A Oum-El-Bouaghi, c'est la filière ail qui a été à l'honneur d'une rencontre tenue jeudi. « Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a pris des mesures et mis en place des mécanismes pour permettre aux agriculteurs de travailler à l'aise et leur assurer également des facilitations s'agissant de la transformation et l'exportation de l'ail », a indiqué le directeur chargé de la protection des végétaux et du contrôle technique au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Rabah Filali.

Cette rencontre régionale s'inscrit dans le cadre de la concrétisation de la feuille de route du ministère de l'Agriculture et du Développement rural (2020-2024) portant sur plusieurs axes

comme la relance et la valorisation de la production agricole, l'accompagnement des agriculteurs et la mise à leur disposition de tous les moyens nécessaires pour réaliser une production dans de bonnes conditions, a-t-il encore ajouté.

Pour sa part, le directeur général de l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILEV), Mohamed Kharroubi, a abordé dans son intervention les "prémices de l'exportation de l'ail après la concrétisation d'une autosuffisance en la matière".

A Tizi-Ouzou, un atelier portant restitution et validation des programmes actualisés de formation initiale et du répertoire des formations qualifiantes" a été organisé par le ministère de l'Agriculture. Il a pour ambition notamment d'uniformiser les référentiels de formation par métiers, la rédaction des fiches descriptives des formations, l'élaboration d'un répertoire des formations (actuelles et futures) proposées par les établissements de formation et l'élaboration d'un système d'information pour l'actualisation de ce répertoire, selon des participants.

Saïd Sadia

Ligue 2 (18e journée) Rien n'arrête Oued Sly, l'USMA et la JSMB essoufflées

Les leaders des trois groupes de Ligue 2 de football ont connu des fortunes diverses lors de la 18e journée disputée jeudi, avec l'échappée du MCB Oued-Sly à l'Ouest, le statu quo de l'USM Annaba à l'Est et la chute de la JSM Béjaïa au Centre.

Cette journée a été donc favorable au MCBOS, vainqueur renversant à l'extérieur de l'US Remchi (2-1). Longtemps menés au score, les hommes de Saïd Hamouche ont inscrit coup sur coup deux buts en fin de partie, pour prendre une option sur le titre de leur groupe, en tirant profit pleinement de la défaite surprise concédée à domicile par son poursuivant direct l'ASM Oran devant le CR Témouchent (1-0). Ce dernier rejoint son adversaire du jour à la 2e place à six longueurs du leader. A l'Est du pays, l'USM Annaba freinée sur le terrain de l'AS Khroub (1-1) partage désormais la 1re place avec le HB Chelghoum-Laïd, difficile vainqueur en déplacement du MC El-Eulma (1-0). Les co-leaders restent pratiquement seuls en lice pour l'obtention du titre du groupe, car comptant cinq points d'avance sur leur plus proche poursuivant, l'US Chaouia qui a mordu la poussière à Batna devant le CA Batna (2-1), alors que les chances du MO Constantine se sont évaporées suite à un nouveau revers sur le terrain du NRB Téléghma (2-1). Au Centre, la JSM Béjaïa n'a pu sortir indemne du guêpier du CR Béni-Thour en s'inclinant sur le score de (3-2). La JSMB qui garde cependant son fauteuil de leader, suite au nul salubre dans le



derby de la Mitidja entre le WA Boufarik et le RC Arbaâ (0-0), mais connaît désormais un nouveau dauphin, à savoir son voisin rival de toujours le MOB, qui a disposé de la lanterne rouge, l'USM Blida (2-0). Cette dernière (12e - 9 pts) est pratiquement condamnée à la descente, tout comme le MSP Batna (12e - 8 pts) et l'OM Arzew (12e - 11 pts), en attendant de connaître leurs autres compagnons d'infortune. A quatre journées de la fin, les choses se compliquent donc pour les équipes du bas du tableau (tous groupes confondus), puisque pas moins de quatre clubs de chaque groupe géographique sont appelés à évoluer la saison prochaine au palier inférieur.

Résultats et classements (tous 18 matchs joués)

Groupe Centre

ES Ben Aknoun-IB Lakharia 1-1
WR M'sila-USM El-Harrach 1-3
MO Béjaïa-USM Blida 2-0
RC Kouba-Amal Bou-Saâda 1-0

CR Béni-Thour-JSM Béjaïa 3-2
WA Boufarik-RC Arbaâ 0-0

Pts

1). JSM Béjaïa 34
2). MO Béjaïa 32
3). RC Arbaâ 31
4). WA Boufarik 29
5). ES Ben-Aknoun 26
--. RC Kouba 26
--. USM El-Harrach 25

Groupe Est

MCEE-HB Chelghoum Laïd 0-1
CA Batna-US Chaouia 2-1
AS Khroub-USM Annaba 1-1
USM Khenchela-MSP Batna 2-0
NRB Téléghma-MOC 2-1
DRBT-CRB Ouled Djellal 0-1

Pts

1). USM Annaba 36
-. Chelghoum Laïd 36
3). US Chaouia 31
4). MO Constantine 30
5). USM Khenchela 29

Groupe Ouest

US Remchi-MCB Oued Sly 1-2
ASM Oran-CR Témouchent 0-1
JSM Tiaret-MC Saïda 1-0
SC Aïn Defla-CRB Aïn Oussera 0-0
OM Arzew-SKAF Khemis 0-1
RCB Oued R'hiou-IRB El Kerma 1-0

Pts

1. MCB Oued Sly 43
2. CR Témouchent 37
- ASM Oran 37
4. JSM Tiaret 32
5. SKAF Khemis 26

Groupe centre Vers un finish béjaoui-blidéen



A quatre journées de la fin du Championnat de la Ligue 2 amateur, quatre équipes, deux de Béjaïa et deux de la wilaya de Blida, se disputent le finish. Il s'agit de la JSM Béjaïa, du MB Béjaïa, du RC Arbaâ et du WA Boufarik, qui occupent respectivement les 1re, 2e, 3e et 4e places au classement avec une légère avance de deux points pour la JSMB devant son poursuivant. Battue jeudi à Ouargla par le CR Beni Thour (3-2), dans un match émaillé par quelques incidents, selon les Béjaouis, qui dénoncent les conditions dans lesquelles s'est déroulée ladite rencontre, la JSMB, qui tombe avec une série de sept matchs sans défaite, garde toujours ses chances de terminer leader du groupe. «Impossible de revenir avec un résultat dans de telles conditions», tels sont les mots du préparateur physique de la JSMB à la mi-temps alors que le score était de parité (1-1). «En première mi-temps, la JSMB a dominé totalement, mais en 2e mi-temps, on dirait que notre équipe est paralysée, note l'administrateur de la page de JSMB, pour dénoncer la pression exercée sur les Béjaouis. Il est quasiment impossible de revenir sur un résultat positif dans de telles conditions, nos joueurs ont reçu des menaces depuis leur arrivée à Beni-Thour. Une terrible pression a été exercée sur les joueurs dans les vestiaires.» En dépit de cette déconvenue, les supporters encouragent l'équipe à aller de l'avant, même si certains lui reprochent de ne pas avoir réussi son déplacement à Ouargla. «C'est toujours la même histoire. Ce n'est pas une raison, au contraire il fallait redoubler d'efforts pour gagner ce match. Ça va être compliqué d'accéder à la Ligue 1 si on perd ne serait-ce qu'un match. Faut gagner les 4 matchs qui restent. Allez les Rouges», diront les supporters sur les réseaux sociaux. Pour la suite de la saison, la JSMB, qui n'a plus droit à l'erreur, accueille le RCK avant de jouer le WAB, un match décisif, puis à domicile contre l'ESBA et clôturer la saison à M'sila. Un finish bien particulier pour les Béjaouis de la JSMB qui devront faire attention aux trois autres postulants qui guetteront son moindre faux pas.

Reste à jouer

19e journée (mardi 1er juin)
USM El-Harrach-MO Béjaïa
RC Arbaâ-ES Ben-Aknoun
A Bou-Saâda-WA Boufarik
JSM Béjaïa-RC Kouba
20e journée (samedi 5 juin)
MO Béjaïa-IB Lakharia
WR M'sila-RC Arbaâ
WA Boufarik-JSM Béjaïa
21e journée (samedi 19 juin)
RC Arbaâ-MO Béjaïa
JSM Béjaïa-ES Ben-Aknoun
RC Kouba-WA Boufarik
22e journée (samedi 26 juin)
USM Blida-RC Arbaâ
MO Béjaïa-A Bou-Saâda
WR M'sila-JSM Béjaïa
WA Boufarik-CR Béni Thour.

Cyclisme : Le tour d'Algérie 2021 annulé

L'édition 2021 du Tour d'Algérie cycliste (TAC), prévue pour juillet prochain, a été finalement annulée en raison de la pandémie de nouveau coronavirus, a-t-on appris samedi de la Fédération algérienne de la discipline (FAC).

La décision a été prise suite à l'avis défavorable émis par la commission scientifique chargée du suivi de l'évolution de la pandémie, a indiqué à l'APS, le président de la FAC, Kheïreddine Barbari, en marge de la 3e étape de la coupe d'Algérie et la 25e édition du grand prix

de la ville d'Oran qui sera clôturé samedi.

"La FAC avait espéré dans un premier temps que le tour d'Algérie, annulé également l'année passée, ait lieu comme prévu en juillet prochain, mais comme le dernier mot ne nous revient pas, nous sommes dans l'obligation de l'annuler. L'intérêt général passe avant tout, d'autant que cette épreuve connaît la participation de coureurs de différents pays", a expliqué le président de la FAC, qui a été élu, il y a quelques semaines, pour un nouveau mandat à la tête de cette ins-

tance.

L'ex-président de la Ligue de Biskra de cyclisme a, en revanche, fait savoir que la coupe d'Afrique de cyclisme, prévue à Oran en début de septembre prochain et inscrite dans le programme de la fédération internationale de la discipline, est "jusqu'à preuve de contraire maintenue".

Cette épreuve s'inscrit également dans le cadre des préparatifs de la capitale de l'Ouest pour accueillir la 19e édition des jeux méditerranéens lors de l'été 2022, a-t-il rappelé.

ATHLÉTISME / JOURNÉE ELITE

"Une occasion pour décrocher la qualification aux JO de Tokyo"

Le directeur technique de la Fédération algérienne d'athlétisme, Abdelkrim Sadou, a estimé que la journée Elite disputée vendredi au stade SATO du complexe olympique Mohamed-Boudiaf (Alger), a constitué une occasion pour les athlètes algériens pour afficher leur niveau et réaliser les minima pour les Jeux olympiques de Tokyo.

"Nous avions prévu la programmation des épreuves du 5000m et 10.000m seulement lors de ce meeting, avant de programmer d'autres épreuves afin de permettre à nos athlètes de renouer avec la compétition après plus d'une année d'arrêt à cause de la pandémie de Covid-19.

Même si les résultats obtenus par les athlètes lors de cette journée Elite disputée, vendredi au stade SATO, n'ont pas atteint les minima pour les JO de Tokyo, les athlètes algériens auront l'occasion de se rattraper lors des prochains meetings internationaux.

"Nous avons déjà quatre athlètes qualifiés aux JO de Tokyo, auxquels s'ajoute plusieurs athlètes capables de décrocher leur billet pour les joutes olympiques lors des prochains rendez-vous, notamment, les championnats arabes prévus en Tunisie et les Championnats d'Afrique au Nigéria", a-t-il ajouté.

La journée Elite de la Fédération algérienne d'athlétisme a été marquée par la participation de plusieurs athlètes en

course pour une qualification aux JO de Tokyo, à l'image de Yasser Triki au concours du triple saut et les spécialistes du 800m Mohamed Belbachir et Yacin Hathat.

Selon Sadou, le principal problème des athlètes algériens toujours en course pour une qualification olympique est "la difficulté de voyager en cette période de pandémie, afin de participer aux derniers meetings qualificatifs aux Jeux olympiques pour réaliser les minimas". Pour rappel, quatre athlètes algériens ont décroché leur billet pour les joutes de Tokyo. Il s'agit de Taoufik Makhloufi (1500m), Abdelmalik Lahoulou (400m haies), Billel Tabti (3000m steeple) et Yasser Triki (triple saut).

Grâce à l'hygiène de vie 4 cas de démence sur 10 seraient évitables

"**T**rop, c'est trop... je craque." Submergé.e par un cocktail d'émotions, prêt.e à mordre ou à éclater en sanglots, vous ne vous reconnaissez plus. Le ressenti devient chaotique, créant un dysfonctionnement relationnel néfaste. Une expérience intime à détecter et à scruter vite pour se garder du pire. Le burn-out émotionnel touche au cœur, à l'esprit et au corps. Le phénomène est transversal, puisqu'il fleurit aussi bien au bureau, à la maison ou dans des clubs divers, et qu'il abîme tout autant l'amitié que l'amour, les liens familiaux que professionnels. En sachant s'écouter et écouter ceux qui nous veulent vraiment du bien, on peut s'en préserver. Toutefois, "cette prévention n'est efficace que si elle reste présente à notre esprit dans le quotidien", explique la psychologue Catherine Vasey, dans son ouvrage *Burn-out*, le détecter, le prévenir (Jouvence Éditions).

Comprendre la charge affective

Ignorées, niées ou refusées, les émotions qui nous assaillent au fil de l'eau, en viennent à saturer notre "réservoir affectif", le-



quel n'est pas extensible à l'infini. Un jour, c'est la remarque de trop qui le fait déborder. Le psychanalyste Saverio Tomasella définit la charge affective comme la somme de la charge mentale et de la charge sensible. "La charge mentale recouvre toutes les pensées, les croyances sur soi, les autres, le monde, et les idées, qui nous préoccupent dans les situations que nous vivons ou dans l'organisation de sa journée. La charge sensible contient, elle, toutes les informations non rationnelles, conscientes ou non, qui nous mobilisent à un moment donné."

Celles-ci se décomposent en quatre pôles :

1. Les sensations perçues (tension, détente, froid, chaud, faim, soif, satiété...).
2. Les émotions vécues (peur, colère, dégoût honte, joie...) et les variations d'humeur.
3. Les sentiments (affection, rejet, dépit, connivence, injustice, abandon, jalousie...).
4. Les intuitions, fugaces et implicites.

Ce sont le cumul et la redondance de certains de ces éléments sensibles, parfois contradictoires (hostilité et tendresse, atti-

rance et répulsion, etc.) qui créent le trop plein émotionnel, enclenchant un excès de mentalisation avec un risque élevé de déversement incontrôlable.

Identifier les symptômes et sa cote d'alerte

Il est important de déterminer son niveau de saturation supportable, afin de stopper à temps l'engrenage fatal. Au préalable, il s'agit d'identifier les signaux précurseurs de surcharge, fatigue, repli, irritabilité... et leur fréquence. Moultes listes de symptômes existent. Mais nul n'est logé à la même enseigne. Selon la période de sa vie, son environnement, son tonus et, son histoire, l'individu sera plus ou moins réactif à tel ou tel facteur, et développera tel ou tel symptôme. En outre, s'y adjoint un processus d'amplification inexorable. "Chacun a une caisse de résonance intérieure, constituée d'expériences sensibles (agréables ou non), qui accentue, intensifie, et prolonge chaque ressenti. Une émotion du présent peut réveiller des émotions du passé, ce qui la rend plus difficile à accueillir et à comprendre", explique Saverio Tomasella.

Rôle du neurone sensitif dans le réflexe myotatique

Le réflexe myotatique correspond à une contraction d'un muscle en réponse à son étirement. C'est le réflexe rotulien testé par le médecin sur les muscles extenseurs des jambes. Lorsqu'un choc est perçu, l'étirement stimule des récepteurs sensoriels. Les neurones sensitifs du gan-



glion rachidien conduisent alors le message vers la moelle épinière. Dans la moelle épinière, le neurone sensitif (ou neurone afférent) possède une synapse en commun avec un motoneurone ou neurone moteur (neurone efférent). La voie nerveuse efférente envoie un message qui va vers le muscle pour provoquer sa contraction.

Comment notre cerveau interprète-t-il les odeurs ?

Gâce à une nouvelle méthode, des chercheurs ont dévoilé une partie du mystère qui pesait sur l'odorat. En décryptant les longueurs d'onde émises par un objet, nous pouvons connaître sa couleur. Un raisonnement qui ne s'applique pas à l'odorat. La structure chimique d'une substance ne permet pas de savoir l'odeur qu'elle délivre, ni à nos narines ni à notre cerveau. Mais une étude publiée dans *Nature* apporte un nouvel éclairage sur ce sens mystérieux. Les chercheurs ont développé des méthodes d'analyse spécifiques à cette problématique. En les appliquant à des souris, ils ont constaté que « les neurones sensoriels dans le nez capturent les molécules odorantes » pour les analyser à la manière « des chromatographes, ces machines qui décrivent précisément les différences chimiques entre molécules », explique Giuliano Iurilli, coauteur de l'étude.

Vers un nez artificiel ?

Les informations collectées ainsi par nos narines sont envoyées au cerveau. Dans le cortex olfactif. Selon les chercheurs, c'est à ce moment-là que la mémoire intervient. Les expériences vécues permettraient d'identifier une odeur par rapport à celles senties auparavant. En la discriminant ou en la généralisant à des senteurs aux structures chimiques similaires. L'odeur du citron et celle de l'orange sont alors placées, par le cortex olfactif, dans la catégorie des agrumes. « Les expériences passées modifient la façon dont les neurones du cortex olfactif interprètent les informations chimiques reçues du nez », détaille Giuliano Iurilli. Cette nouvelle indication en poche, « nous pouvons commencer à réfléchir concrètement à la façon de construire un cerveau artificiel ». Un robot qui sentirait la rose.

L'importance d'une bonne santé physique et auditive et de l'éducation

Les chercheurs de l'étude précédente notent cependant que dans certains pays, la proportion de personnes âgées atteintes de démence a diminué, probablement en raison de l'amélioration de plusieurs facteurs que sont l'éducation, la nutrition, les soins de santé et des changements de mode de vie, ce qui, selon eux, démontre la possibilité de réduire la démence grâce à des mesures préventives. C'est pourquoi ils ont établi une liste de neuf recommandations, aussi bien à destination des particuliers que des décideurs politiques. « Ces actions sont très importantes dans les pays à revenu faible et intermédiaire où les taux de démence augmentent plus rapidement que dans les pays à revenu élevé. », notent-ils.

Quelles sont-elles ? Le maintien d'une pression artérielle systolique de 130 mm Hg dès 40 ans et le port d'aides auditives en cas de perte auditive, tout en faisant en sorte de se protéger des niveaux de bruit élevés. Le rapport recommande également de réduire l'exposition à la pollution et de prévenir les traumatismes crâniens, notamment en ciblant les métiers et les transports à haut risque. La consommation d'alcool doit aussi être limitée tandis que l'arrêt du tabac est indispensable. Enfin, tous les enfants doivent pouvoir bénéficier d'un niveau suffisant d'éducation et les adultes doivent mener une vie active au quotidien dès le milieu de vie. Il est aussi important d'éviter l'apparition du diabète et de l'obésité.

Comment éviter le burn out émotionnel ?

Consumation d'alcool excessive, tabagisme, pollution de l'air... il existerait pas moins de 12 facteurs de risque modifiables de démence, des règles de vie qui, si elles étaient couramment appliquées, permettraient de retarder ou de prévenir 40% des cas dans le monde entier selon un rapport mené par des chercheurs anglais. La démence est définie par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) comme « un syndrome dans lequel on observe une dégradation de la mémoire, du raisonnement, du comportement et de l'aptitude à réaliser les activités quotidiennes. » Celle-ci compte 50 millions de personnes atteintes dans le monde et la maladie d'Alzheimer en est la cause la plus courante car à l'origine de 60-70% des cas. Bien que l'âge soit le plus grand facteur de risque connu, la démence n'est pas pour autant une conséquence inéluctable du vieillissement. De nombreuses études ont par ailleurs montré qu'il existait un lien avec des facteurs de risque liés au mode de vie, communs avec d'autres maladies non transmissibles. Parmi ces derniers, la sédentarité, l'obésité, une mauvaise alimentation, le tabagisme ainsi que le diabète et l'hypertension à partir de la quarantaine. Des chercheurs de l'University College London ont mené une étude de grande ampleur pour actualiser la liste des causes évitables de démence, ce qui les a amenés à identifier pas moins de douze facteurs de risques distincts, de l'enfance à la fin de la vie. En les prenant en compte, il serait ainsi possible d'éviter ou de retarder environ 40% des cas de démence dans le monde selon leur rapport publié dans la revue médicale *The Lancet*. Cette mise à jour permet ainsi de fournir aux décideurs politiques une série de recommandations en matière de santé publique.

Quels facteurs de risque sont plus en cause ?

« Notre rapport montre que les décideurs et les individus ont le pouvoir de prévenir ou retarder une part importante des cas de démence », estime l'auteur principal du rapport, le Pr Gill Livingston. Les trois derniers facteurs de risques identifiés se trouvent être la consommation excessive d'alcool à partir de la quarantaine, les traumatismes crâniens et l'exposition à la pollution de l'air à l'âge adulte. Il s'avère qu'ensemble ces trois nouveaux facteurs de risque mis à jour sont associés à 6% de tous les cas de démence : environ 3% des cas sont attribuables à des traumatismes crâniens, 1% des cas à une consommation excessive d'alcool à l'âge adulte et 2% à une exposition à la pollution atmosphérique. C'est en 2017 que les chercheurs ont évoqué dans un précédent rapport les neuf premiers facteurs de risque. Il s'agit notamment des conditions d'éducation, de la perte d'audition, de l'hypertension, de l'obésité, du tabagisme, de la dépression, de l'isolement social, de l'inactivité physique et du diabète. Trois d'entre eux sont particulièrement importants : une moindre éducation au début de la vie, une perte auditive et le tabagisme (7%, 8% et 5%, respectivement). « Nous devons penser au-delà de la promotion d'une bonne santé pour prévenir la démence, et commencer à lutter contre les inégalités pour améliorer les conditions dans lesquelles les gens vivent leur vie », ajoute le Pr Gill Livingston.

L'étude de marché du porteur de projet



Une fois que l'entrepreneur dispose d'une idée d'activité pour démarrer une entreprise, il devra s'assurer que le marché sur lequel il souhaite se lancer réponde à ses attentes. Pour cela, il est nécessaire de réaliser une étude de marché.

Cette étape peut être réalisée entièrement par l'entrepreneur lui-même mais il est également possible de se faire assister, en tout ou partie, par un professionnel spécialisé en la matière.

Etude de marché Les objectifs de l'étude de marché

*Il s'agira ici pour l'entrepreneur de s'assurer que son projet peut être réalisable commercialement parlant. On s'imagine mal démarrer une entreprise dans un secteur en déclin, non rentable ou encore hyper-concurrencé par de grosses sociétés.

*Le but est d'obtenir le maximum d'informations sur le secteur d'activité concerné et d'analyser l'offre et la demande.

*Une réponse devra être apportée, grâce à l'étude de marché, aux principales questions suivantes :

Concernant le secteur et sa réglementation

- Quelle est la réglementation applicable à ce secteur d'activité ? Y-a-t-il des dispositions fiscales spécifiques ?
- Comment se porte le marché et quelles sont ses perspectives d'avenir ?
- Quelles sont les dernières innovations dans ce secteur ?
- Le marché est-il régulier ou existe-t-il des saisonnalités ?

Concernant la demande

- Quelles sont les caractéristiques de la clientèle visée ? (zone géographique, habitude de consommation, revenus, âge de la population...);
- Quels sont les besoins de la population et leur motivation pour acheter ?
- Quelles sont leurs préférences ? Que pensent-ils de l'offre proposée par les concurrents ? Qu'est-ce qui pourrait être amélioré ? (Ces questions sont importantes car elles peuvent vous permettre de vous démarquer de vos futurs concurrents);

Concernant l'offre

- Quels sont les produits existants sur le marché ?
- Qui sont mes principaux concurrents ? (taille de l'entreprise, chiffre d'affaires,

implantation géographique...)
-Comment se portent mes principaux concurrents ? (politique commerciale, organisation de la distribution, clientèle visée...)

Les différents types d'étude de marché

Deux grandes approches existent pour la réalisation d'une étude de marché : l'approche quantitative et l'approche qualitative. Nous évoquerons également l'approche documentaire.

L'étude de marché quantitative

L'étude de marché quantitative est essentiellement basée sur des statistiques, des chiffres clés, à propos d'un marché, d'une branche d'activité, d'un secteur. Les informations obtenues seront globales. Il s'agira, à travers cette technique d'étude de marché, de quantifier et de mesurer des informations. Le problème est que ce large panel risque de ne pas être suffisamment précis, contrairement à une étude qualitative.

L'étude de marché qualitative

L'étude de marché qualitative est beaucoup plus réduite que l'étude quantitative mais sera beaucoup plus approfondie. L'objectif est ici de réduire l'échantillon interrogé mais d'augmenter le nombre d'informations collectées. On cherchera à en savoir d'avantage sur le comportement des consommateurs, ce qu'ils recherchent en priorité, ce qu'ils apprécient ou n'apprécient pas, les améliorations qu'il aimeraient trouver sur tel produit ou service... L'étude qualitative peut donc être assimilée à une exploration en profondeur de la demande qui permettra d'obtenir beaucoup d'informations. En contrepartie, l'échantillon est relativement faible et donc moins représentatif qu'une étude quantitative. En définitive, l'idéal est de coupler une étude quantitative par une qualitative, mais cela nécessitera d'y consacrer plus de temps et/ou plus d'argent.

L'étude de marché documentaire

L'étude de marché documentaire se fera uniquement par le biais de recherches de documents fournissant des informations sur le marché en question. On trouvera notamment des rapports sur le secteur, des interviews et des articles, de la documentation dans les organismes professionnels.

La RASD peut jouer un rôle important sur le plan sécuritaire au Sahel

M. Souleiman Al-Sheikh Hamdi, professeur à l'Université de Nouakchott, a suggéré, vendredi, de coordonner les efforts visant à améliorer la situation sécuritaire au Sahel avec la République arabe sahraouie démocratique (RASD), estimant qu'elle pouvait jouer le rôle de stabilisateur dans cette région.

Intervenant lors d'un webinar international sur la sécurité et la stabilité dans la région du Sahel et d'Afrique du Nord organisé à Bruxelles sous le thème : "La RASD, facteur de stabilité et de sécurité régionales", M. Hamdi a soutenu que les défis sécuritaires au Sahel ne pouvaient être surmontés qu'en associant la RASD aux efforts consentis dans la recherche de sécurité et de la stabilité dans cette région.

Il a ajouté, en outre, que "la République sahraouie a un lien géographique et social étroit avec les pays du Sahel, et qu'il est donc naturel de tenir en compte le fait que sa sécurité relevait de la sécurité de toute la région".

Le professeur mauritanien a révélé à l'occasion, que "la RASD a déjà démontré sa capacité dans le domaine de la sécurité, notamment à travers la coopération et la coordination avec la Mauritanie en ce qui concerne la sécurisation des frontières communes, la lutte contre la contrebande internatio-



nale, les groupes terroristes et toutes manifestations d'instabilité".

Par ailleurs, Souleiman Al-Sheikh a estimé que "l'un des défis les plus importants dans les pays du Sahel à l'heure actuelle est le trafic de drogue". Ces activités, selon lui, "ont transformé toute la région en une plaque tournante des activités illégales en raison de l'absence d'un contrôle réel".

Le webinar est organisée par la Coordination européenne des comités du soutien au peuple sahraoui (Eucoco), en partenariat avec le Centre d'études et de documentation Ahmed Baba Miska.

Ont pris part à l'événement, des universitaires d'Espagne, de France, ainsi que des Etats-Unis, aux côtés de M. Habouha Barika, expert en sécurité et di-

recteur du bureau du Coordonnateur d'état-major de l'armée sahraouie, qui a fait un exposé détaillé sur le rôle de la RASD dans l'établissement de la sécurité et de la stabilité dans la région et sur les efforts déployés par l'armée sahraouie dans la lutte contre le trafic de drogue, le terrorisme et immigration illégale.

La rencontre a vu la présentation d'importantes conférences sur le rôle de la RASD dans la lutte contre le commerce illégal, notamment par le professeur Yahya Zoubir, tandis que Royce Miguel Ruith de l'Université de Saint-Jacques-de-Compostelle, Espagne, s'est focalisé sur l'impact négatif des politiques marocaines sur la sécurité et la stabilité dans la région méditerranéenne.

Covid-19 : Un premier grand concert-test en France avec le groupe Indochine

Le groupe Indochine se produit samedi en fin de journée à Paris, devant 5 000 spectateurs, pour un concert-test très attendu par le secteur du spectacle, frappé de plein fouet par la crise du Covid-19.

Pour le plaisir et pour la science : 5 000 spectateurs ont rendez-vous samedi 29 mai pour danser au son des tubes d'Indochine et retrouver l'ambiance du

live, dans la fosse de Bercy, à Paris, lors d'un concert doublé d'une étude scientifique très attendu par un secteur durement éprouvé par le Covid-19. Pas de distanciation, mais masque obligatoire. Et pour respecter le couvre-feu toujours en vigueur à 21 h, le concert gratuit démarre à l'heure du thé, avec une première partie électro assurée dès 17 h par Étienne de Crécy, figure de la "french

touch", avant l'arrivée de Nicola Sirkis et sa bande à 18 h. Indochine, groupe vétéran formé en 1981, qui remplit les stades et dont les tubes, de "L'Aventurier" à "J'ai demandé à la lune", ont traversé les générations, remonte sur scène après avoir dû reporter d'un an (au printemps-été 2022) la tournée de ses 40 ans, à cause de la crise sanitaire.

Covid-19 : Plus de 300 000 morts en Inde

Le nombre de décès liés au Covid-19 en Inde a dépassé le seuil des 300 000 morts, selon le ministère de la Santé, qui a fait état lundi de 4 454 morts supplémentaires et de 222 315 nouveaux cas de contamination sur une journée. L'Inde a franchi la barre des 300 000 décès dus au Covid-19, devenant le troisième pays au monde à atteindre ce bilan, derrière les États-Unis et le Brésil, tandis que la pandémie continue de faire rage dans ce vaste pays comptant 1,3 milliard d'habitants. Selon le ministère de la Santé, le nombre total de décès s'élève à 303 720 –

dont 50 000 en un peu moins de deux semaines – et le nombre cumulé de contaminations dépasse les 26,7 millions de cas. Depuis plusieurs semaines, le pays enregistre régulièrement un nombre quotidien record de contaminations et de décès.

Au cours des dernières 24 heures, l'Inde a recensé 4 454 décès dus au virus, soit le deuxième bilan quotidien le plus lourd – un record 4 529 morts a été enregistré mercredi.

De nombreux experts estiment que les chiffres réels sont sans doute largement sous-évalués, d'autant plus que l'épidé-

mie s'est propagée au-delà des grandes villes, dans les zones rurales où les hôpitaux sont rares et les registres, mal tenus.

Dans l'ensemble de cette vaste nation, la vague dévastatrice du Covid-19 a submergé les hôpitaux, entraîné une pénurie d'oxygène et de médicaments essentiels. Les crématoriums et cimetières ont également été débordés.

Selon des estimations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) présentées vendredi, la pandémie a causé jusqu'à présent "environ 6 à 8 millions" de morts directes et indirectes.

Le président et le Premier ministre de transition jettent l'éponge : Mali, qui tire les ficelles ?

Le Président et le Premier ministre de transition maliens ont démissionné après leur arrestation lundi dernier par les militaires, dans ce qui s'apparente à un deuxième coup d'État en neuf mois. Le Président Bah Ndaw et son Premier ministre Moptar Ouane ont démissionné en présence de la mission de diplomates venus les voir à la base militaire de Kati, à une quinzaine de kilomètres de Bamako, a dit à un correspondant de l'AFP Baba Cissé, conseiller spécial du colonel Assimi Goïta, à l'origine de ce coup de force aux conséquences imprévisibles. Il semblerait qu'ils ont démissionné avant l'arrivée de la mission à Kati, lieu de

leur rétention, a dit à des journalistes, sous le couvert de l'anonymat, un membre de la délégation constituée de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), de l'Union africaine (UA) et de la Mission de l'ONU dans le pays (Minusma).

La délégation s'est ensuite rendue dans les bureaux du colonel Goïta, vice-président de la transition, qu'elle avait déjà rencontré mardi. «On a revu le vice-président pour lui dire notre désaccord», a déclaré le même membre de la délégation.

Ces démissions, dont on ignore les conditions mais qui figuraient parmi les multiples scénarios possibles depuis le

coup de tonnerre de lundi, maintiennent une inconnue totale sur la suite des événements dans ce pays crucial pour la stabilité du Sahel, plongé depuis des années dans une inextricable crise polymorphe.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné à l'unanimité cette éviction sans toutefois parler de coup de force, ni envisager des mesures coercitives. La rencontre de la mission de la Cédéao avec les dirigeants arrêtés s'annonçait lourde de conséquences. «Les négociations sont en cours pour leur libération et la formation d'un nouveau gouvernement», a dit le collaborateur du colonel Goïta.

MINISTRE D'ETAT ALLEMAND Le Maroc utilise sa jeunesse comme "monnaie d'échange politique"

Le ministre d'Etat allemand chargé de l'Europe, Michael Roth, a regretté l'utilisation des jeunes "sans perspectives" par le Maroc comme "monnaie d'échange politique", soulignant, dans la foulée de la crise migratoire de Ceuta, que l'Union européenne (UE) "ne doit pas permettre qu'elle soit soumise à un chantage".

Dans un entretien au journal El Pais, le ministre d'Etat allemand, a indiqué que "l'UE aide des pays comme le Maroc à donner une perspective à leurs jeunes, à créer des emplois. Mais j'ai l'impression que les jeunes sans perspectives deviennent une monnaie d'échange politique pour les dirigeants". "C'est cynique. L'UE ne doit pas permettre qu'elle soit soumise à un chantage", a-t-il fustigé.

En ce sens, tout en exprimant sa consternation devant les images de Ceuta, le responsable allemand a estimé qu'"un pacte européen sur la migration et l'asile est plus urgent que jamais".

"Ce dont nous avons besoin en toute urgence, c'est d'une politique européenne commune en matière de migration et d'asile. Nous devons garder la question en tête. Et nous ne devons pas permettre à certains Etats membres de fermer les yeux ou de refuser catégoriquement de trouver une solution".

M. Michael Roth a salué l'initiative du Premier ministre italien, Mario Draghi, qui a voulu inscrire la question des migrations à l'ordre du jour de l'un des prochains sommets européens. "Nous sommes en retard sur les réformes fondamentales de la politique de migration et d'asile", a-t-il jugé. Près de 8.000 migrants sont arrivés la semaine dernière dans l'enclave de Ceuta, dont 4.000 ont été renvoyés au Maroc, selon les chiffres du ministère espagnol de l'Intérieur.

En réaction à cette arrivée massive de migrants, des enfants pour la plupart, la ministre espagnole des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadrice marocaine en Espagne, Karima Benyaich pour lui exprimer le "mécontentement" des autorités espagnoles. La brusque arrivée de ces milliers de migrants dans l'enclave, rendue possible par la passivité des contrôles frontaliers côté marocain, a provoqué également une crise sans précédent entre l'Union européenne et le Maroc. De nombreuses personnalités, organisations, partis politiques à travers le monde ont condamné l'utilisation par le régime marocain de la carte migratoire à des fins politiques. L'ONG Amnesty international a dénoncé l'utilisation par le Maroc des migrants comme "des pions" dans le cadre de l'échiquier politique "morbide" avec l'Espagne.

MINISTRE D'ETAT ALLEMAND Nouvelles offensives contre les forces d'occupation marocaine

Des unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené de nouvelles attaques contre les retranchements de l'armée d'occupation marocaine le long du mur de la honte, a indiqué, vendredi, un communiqué du ministère sahraoui de la Défense. Selon le communiqué militaire N 198 rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS), "des détachements avancés de l'APLS ont bombardé, jeudi, des retranchements de l'armée d'occupation dans la région de "Djebilet El Khodr" (secteur de Guelta), précise la même source. Vendredi, "l'armée sahraouie a également mené des bombardements contre les positions marocaines dans la région d'Akouira Ould Ablal (secteur de Mahbes).

Pide viande hachée recette turque

Ingrédients :

La pâte :

300 gr de farine
1/2 càc de sel
2 càc de levure sèche
1 càc de sucre
100 ml d'eau légèrement tiédi
+50 à 100 ml d'eau pour la pâte
huile d'olive bio pour moi

La garniture :

250 gr de viande hachée
1 oignon moyen
2 càs d'huile d'olive
1/2 poivron jaune
1 tomate fraîche
sel et poivre
1 càc de paprika doux ou fort si vous voulez que ce soit relevé
1 pincée de cumin
fromage Turquie ou emmental/mozzarella
olives noires
4 oeufs entiers (facultatif)
persil(facultatif je n'en ai pas mit)
pour badigeonner la pâte 1 oeuf +



1 càs d'huile d'olive
pide viande hachée recette turque

Préparations :

Commencer par faire lever 15 minutes la levure avec le sucre dans 100 ml d'eau légèrement tiédi dans un robot ou un saladier

mélanger rapidement la farine, le sel puis ajouter le mélange levure mélanger puis mouiller progressivement avec l'eau restante légèrement tiédie (50 à 100 ml d'eau, à rajouter progressivement selon la qualité de la farine) travailler la pâte et former une boule

graisser un saladier d'huile d'olive et déposer la pâte recouvrir d'un linge humide et réserver 1h à l'abri des courants d'air car la pâte doit doubler de volume.

Préparer ensuite la farce :

Tout d'abord faire revenir

l'oignon ainsi que le poivron coupé en dés dans un peu d'huile quelques minutes
râper la tomate et l'ajouter aux oignons
ajouter la viande hachée puis les épices, le sel et le poivre bien mélanger et cuire rapidement le tout 5 minutes et réserver
D'autre part dégazer la pâte et la diviser en 4 parts égales sur une feuille de papier cuisson légèrement farinée, étaler chaque pâton en ovale sur 40 cm de long et 15 cm de large
rabattre et pincer les bords pour leur donner une forme de barquette déposer au centre un peu de farce ajouter le fromage et les olives puis badigeonner les bords du mélange oeuf battu + huile puis arroser la farce d'un fin filet d'huile d'olive
cuire à 240/250° four préchauffé environ 10/12 minutes
1 minute avant la fin de la cuisson, déposer un jaune d'oeuf avec un peu de blanc.

chakchouka libanaise



ingrédients :

4 à 5 œufs
250 gr de viande hachée
800 gr de tomates fraîches
3 poivrons vert, rouge ou jaune
3 oignons rouges
2 càs de concentré de tomate
6 gousses d'ail
1 càc de piment fort
3 à 4 càs d'huile d'olive

Préparations :

Commencer par faire revenir la viande hachée dans l'huile d'olive puis ajouter les oignons émincés ainsi que les poivrons coupés en rondelles et l'ail
puis faire revenir le tout pendant 3 minutes en mélangeant bien et ajouter un demi verre d'eau et faire cuire le tout sur feu doux durant 10 minutes
puis ajouter les tomates coupées en quartiers ainsi que le concentré de tomate dilué dans un peu d'eau puis saler et poivrer et saupoudrer de piment en poudre et poursuivre la cuisson pendant 15 minutes
puis casser les œufs par dessus la compotée d'oignons, poivrons et tomates et laisser prendre quelques minutes.
On peut aussi passer le plat au four 5 minutes à 220 °
servir bien chaud avec du yaourt à l'ail et régalez-vous car c'est un vrai délice !

GLACE AUX NOISETTES



ingrédients

Une boîte de lait concentré, 250 g de noisettes, 1,2 l de lait et 3 bonnes cuillères de fécule de maïs

Préparations

Commencer par faire griller les noisettes jusqu'à coloration, ensuite les réduire en poudre.
Mélanger avec le lait et la fécule.

Mettre le liquide obtenu dans une casserole puis verser le lait concentré, bien mélanger. Cuire à feu moyen jusqu'à ébullition, mettre dans des petits ramequins ou bols.
Décorer de noisettes.

BATATA HARRA

soupe d'huile végétale, sel, poivre

Préparations

Chauffer l'huile dans une grande poêle à frire.
Ajouter les pommes de terre et les faire frire

à feu moyen.
Ajouter la coriandre et le poivre de Cayenne et cuire pendant quelques minutes assaisonnez avec le sel et le poivre.
Ajouter la coriandre fraîche, le jus de citron.

TRUCS ET ASTUCES

Savoir quand arroser une plante en pot

Bien souvent, on arrose la plante en pot sans trop savoir si elle a réellement soif ! Pour savoir quand arroser une plante en pot, il suffit de la taper ! En effet, un petit coup sur le bord du pot de fleur devrait vous indiquer si le pot sonne creux. Si c'est le cas, la plante est sèche. Si au contraire vous percevez un

bruit sourd, c'est que la plante en pot contient suffisamment d'eau, et qu'elle n'a pas soif !

Nourrir les plantes

Les aliments du quotidien peuvent aider à nourrir les plantes !
Pensez à leur donner des vitamines avec un petit peu de peau de banane émincée, ou

bien encore des coquilles d'œuf écrasées. Vous pouvez aussi diluer un sachet de gélatine nature dans un litre d'eau, cela constitue un aliment riche en nitrogène, nutriment essentiel pour les plantes. Les fougères aiment le thé autant que vous ! Mélangez donc quelques feuilles de thé mouillées à la terre de vos plantes.

BEIGNETS AU CHOU-FLEUR

Ingrédients

1 Beau chou-fleur d'un kg environ
2 Petits oignon verts hachés
Quelques brins de persil
3 À 4 oeufs
2 C. À soupe de farine
Sel
Poivre blanc (au choix).

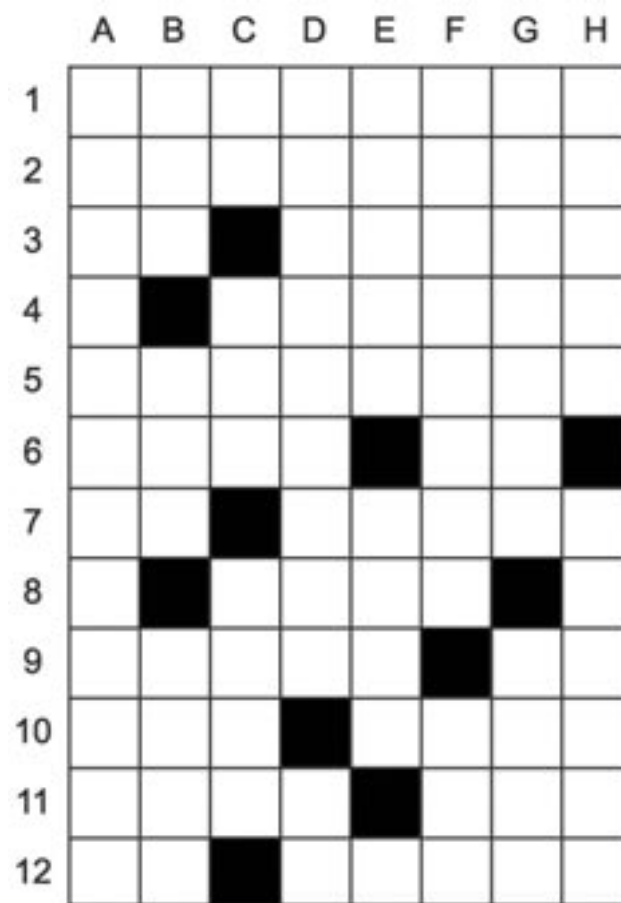
Préparation

1- Découper le chou-fleur en quartier, laver et faire cuire à la vapeur, à couvert. Vérifier la cuisson avec le bout d'un couteau, il doit s'enfoncer facilement. Retirer et laisser refroidir.
2- Écraser le chou-fleur avec une fourchette, y ajouter, les petits oignon hachés, le persil, les oeufs, la farine, le sel et le poivre blanc si vous voulez. Bien mélanger.
3- Dans une poêle faire chauffer l'huile, et

avec une c. à soupe, déposer des petits tas du mélange, aplatir délicatement, cuire jusqu'à ce que les beignets soient dorés de chaque côté.. Avant tout, tester un beignets, s'il ne tient pas, ajouter un oeufs !! Servir avec une salade.

Note :
On peut mélanger au beignets, du poisson blanc cuit à la vapeur et émietté, ou du poulet cuit et émietté, puis faire dorer.

Mots croisés



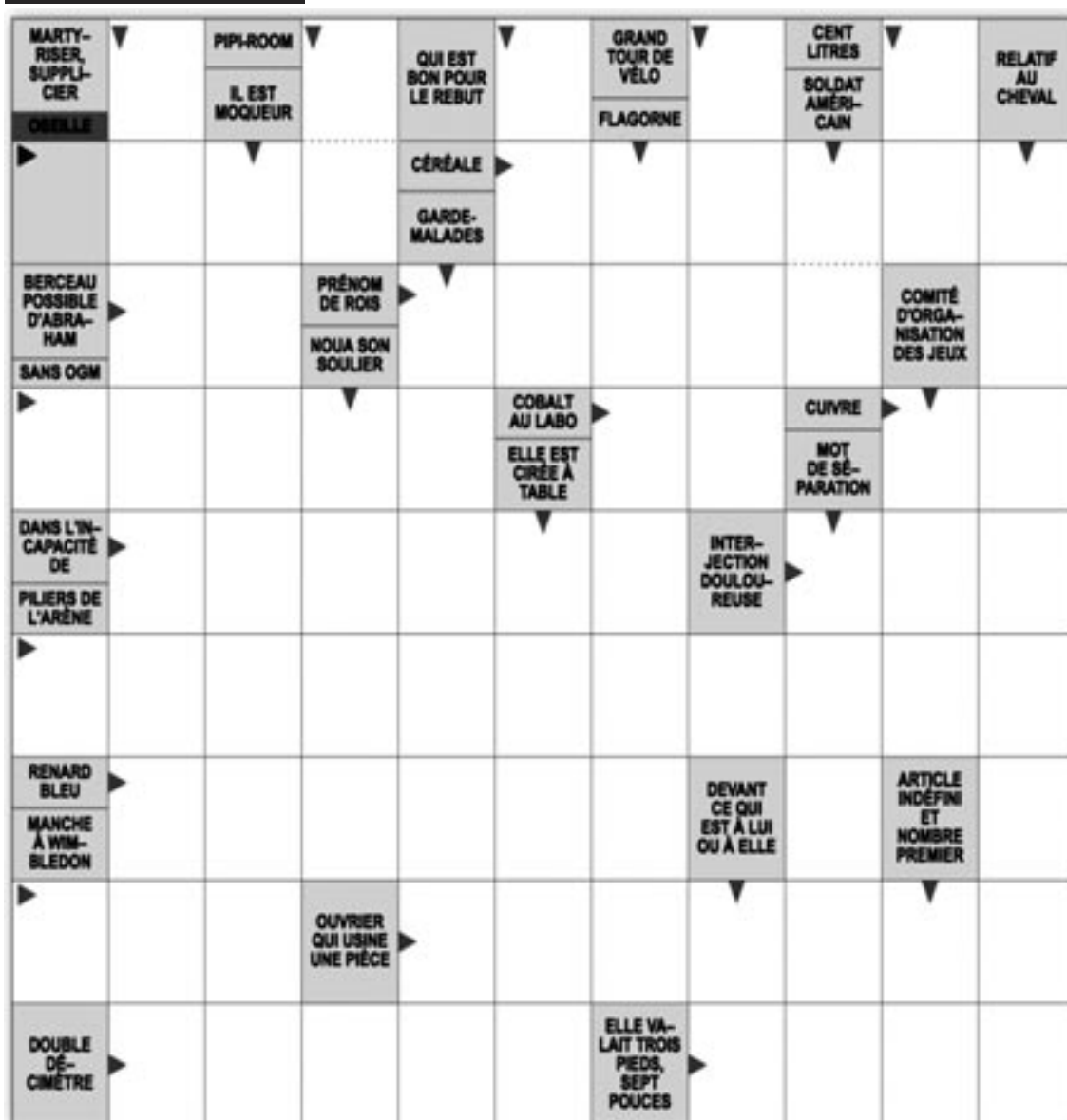
HORIZONTALLEMENT :

1. Plumes du peintre. 2. La moitié d'un entier plus un tiers. 3. Coin de Charente. Faire un nid. 4. Boit à petits coups. 5. Objets de farces. 6. Prénom d'enfant. D'abord veau, puis étalon. 7. Ils suivent le cours. Ne pas marquer de but.

VERTICALEMENT:

A. D'une manière irréprochable. B. Il nage dans un bocal. On y donne des spectacles. Elle nous veut du bien. C. Qui laisse tout voir. Des lettres pour la patronne. Dans les cordes du marin. D. Point dru. Une gorgée d'élixir... E. Passa par la filière. Compris dans l'effectif.

Mots fléchés



Solution sudoku

de l'administration

Quotidien National d'Information ● www.lemondeadm.com

**Tous les jours
dans les kiosques**

**CETTE ESPACE EST
RESERVÉ POUR VOUS**

PUBLICITÉS

pour plus de détails

contactez nous au:



023 95 73 73/ 0553 45 62 56

Ou par Email au: **monde.adm@gmail.com**

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

On déplore en outre, une deuxième victime. Il s'agit d'un jeune homme âgé de 23 ans qui a été évacué vers le Cha de Tizi Ouzou par les pompiers pour des blessures dont on n'a pas indiqué le degré de gravité.